

Géopolitique de l'Amérique du Sud

Andrew KORYBKO



Géopolitique de l'Amérique du sud

Andrew Korybko

2017

Version : 20190425.

Le présent ouvrage est traduit et mis à disposition par le saker
francophone, à l'adresse :

<https://lesakerfrancophone.fr/andrew-korybko-geopolitique-de-l-amerique-du-sud>



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/).

Table des matières

Table des matières	3
Table des figures	5
1 La guerre hybride dans l'hémisphère Ouest	7
1.1 La « <i>Citadelle Amérique</i> »	8
1.2 Contenir les Conflits de Changement de Régime . . .	10
1.3 Éclosion des Guerres Hybrides	12
1.4 Plan d'étude	13
1.5 Les Nouvelles Routes de la Soie	15
1.6 L'évasion des Philippines et la « <i>Mer de Chine du Sud américaine</i> »	17
1.7 TORR : moyen de harcèlement contre les USA . . .	18
2 Histoire de l'Amérique du sud — de la colonisation à la guerre froide	22
2.1 L'Ibérie divise le « <i>Nouveau Monde</i> »	24
2.2 Bolivar et San Martin sauvent l'Amérique du Sud . .	25
2.3 De deux à six États	25
2.4 Buenos Aires face à Brasília	27
2.5 Mise à bas du Paraguay	28
2.6 Cassures de la Bolivie	29
2.7 Le Chemin de la Patagonie	30

2.8	Guerres amazoniennes et andines	32
2.9	Les années Condor	34
2.10	La folie des « <i>Malouines</i> »	35
3	Histoire de l'Amérique du sud — depuis la fin de la guerre froide	39
3.1	Vers une démarche d'intégration	40
3.2	Montée de la Marée rose	51
3.3	Le Condor plane de nouveau	52
4	Géopolitique de l'Amérique du sud	57
4.1	Présences occidentales	58
4.2	Les triangles vénézuéliens	60
4.3	La « <i>Grande-Colombie</i> » est de retour	61
4.4	(De nouveau) le jumelage Pérou et Bolivie	65
4.5	L'égalisateur équatorien	67
4.6	La dominance brésilienne	70
4.7	États charnières	72
4.8	La courroie	77
4.9	Le noyau continental	80
5	L'affrontement des blocs	85
5.1	Fiche d'information conceptuelle	86
5.2	Analyse	90
5.3	L'agression américaine	92
5.4	Les contre-mesures de la Chine	98
5.5	L'état du Jeu	102
6	Annexes	106
6.1	Équateur : un Lénine de pacotille	106
6.2	Bolsonaro : une pièce maîtresse dans le jeu de construction par Trump de la « <i>Citadelle Amérique</i> »	110

6.3 Plan de repli à long terme des USA, si leur projet d'hégémonie mondiale tournait mal	115
---	-----

Table des figures

1.1 Tracé de la voie rapide Inter-Océanique	20
2.1 Carte de l'Amérique du sud, établie au XVIème siècle. Crédit : Art.com	23
2.2 Les drapeaux des États issus de la « <i>Grande-Colombie</i> »	26
2.3 Drapeau et logo respectifs des FARC et du Sentier Lu- mineux	33
3.1 Les 10 réseaux d'intégration et de développement de l'IIRSA	44
3.2 Alba	47
3.3 Petrocaribe	48
4.1 Les trois États relevant de la présence occidentale en Amérique du sud : Guyana, Suriname, et Guyane française	60
4.2 Les triangles vénézuéliens	62
4.3 La « <i>grande Colombie</i> »	63
4.4 Pérou, Bolivie, et tracé du projet de chemin de fer TORR	66
4.5 L'Équateur	68
4.6 TORR : un projet de connectivité majeur	71
4.7 Les États pivots du continent	75
4.8 La courroie [Pivot Belt]	78

4.9	Système triple	83
5.1	Venezuela — Argentine — Brésil	85
5.2	Couverture presque complète du continent sud améri- cain par les deux blocs	88
5.3	Découpage du continent en trois zones géostratégiques .	90
5.4	Trois paires de pays se distinguent, comme « <i>ponts</i> » interblocs	91
6.1	Lenin Moreno, le président équatorien	108



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/)..

entre les USA unipolaires et les forces multipolaires en Russie, en Chine ainsi qu'en Iran. Dans le cadre de cet ouvrage, c'est la compétition entre USA et Chine qui prendra une place de premier plan dans l'analyse des changements géopolitiques en Amérique du Sud. Avant d'entrer dans les détails, il convient d'introduire quelques concepts, à commencer par la guerre hybride, ainsi que les ambitions contradictoires des USA et de la Chine vis à vis du monde.

Les recherches sur les guerres hybrides, menées par le même auteur et ayant amené à la publication de l'ouvrage [Guerre Hybride — La stratégie indirecte et évolutive pour pousser aux renversements de régimes](#), ainsi qu'une série d'articles l'ayant suivie sur le site [Oriental Review](#), ont exploré les terrains d'affrontement les plus prévisibles dans l'hémisphère oriental. Il restait à appliquer la même méthode d'analyse à l'hémisphère occidental, et en particulier à l'Amérique du Sud.

La situation stratégique de cette zone du monde est radicalement différente de celle de la moitié orientale : la principale raison en est que nous sommes ici dans la « *chasse gardée* » des USA, ce qui rend le continent beaucoup plus sensible aux déstabilisations incontrôlables et rampantes. Washington ne craint pas forcément la propagation de toute guerre hybride de l'hémisphère occidental vers les USA au travers de la frontière sud du pays (quoique dans le cas du Mexique, toute déstabilisation peut amener à ce résultat effrayant). Mais les USA tiennent tant que possible à conserver le contrôle sur autant de pays que possible, en limitant les dégâts sur les infrastructures qui y sont en place, pour faciliter leur intégration dans ce que l'auteur appelle la « *Citadelle Amérique* ».

1.1 La « *Citadelle Amérique* »

Cette ambition stratégique constitue l'une des priorités de la politique étrangère américaine à l'échelle mondiale. Les USA veulent établir une dominance tous azimuts sur l'ensemble de l'hémisphère

occidental, pour s'en servir comme défense géostratégique ultime, dans l'hypothèse où les guerres hybrides menées dans l'hémisphère oriental prendraient une ampleur non anticipée, et sémeraient un chaos général dans les zones africaine et eurasienne. Du point de vue des stratèges étasuniens, les deux amériques sont isolées géographiquement des problèmes du reste du monde par les océans Atlantique et Pacifique, et il leur serait donc tout à fait possible de « *s'en sortir* » en cas de chaos prolongé sur les trois continents précités, tant que leurs mécanismes d'intégration sont bien en place au préalable. Il s'agit là pour les USA de contrôler et de gérer complètement les affaires de leur hémisphère, pour retirer un maximum d'avantages des ressources humaines et physiques du reste des Amériques; ce qui est préjudiciable à la stratégie à long terme de Washington, qui consiste à vouloir transformer le supercontinent en zone de guerre semblable à celle du Moyen-Orient.

Il n'est pas absolument exclu que les USA, un jour, en viennent à de telles mesures : dès lors que leurs stratèges et leurs décideurs s'accorderaient à faire le choix, risqué et subjectif, que cela constituerait la « *moins mauvaise solution* » pour faire progresser leur vision. Il reste évidemment plus probable qu'ils tâchent de rester dans les marges de sécurité, et préfèrent user de « *coups d'États constitutionnels* » et de Révolutions de Couleurs, plutôt que de lancer des Guerres Hybrides totales à l'image de celles que l'on a vues dans l'hémisphère oriental. L'organisation de scénarios « *téléguidés* » de changement de régime est relativement plus simple à mener en Amérique Latine qu'en Afrique ou en Eurasie : la plupart des environnements sociaux de la « *cour d'école* » des USA sont tellement fracturés suivant les lignes de failles libéro-conservatrice/gauchedroite, et ce depuis leur indépendance au XIX^{ème} siècle, qu'à ce jour ces fractures font quasiment partie de leurs identités nationales. L'observateur cynique pourrait ici faire remarquer que la diversité d'identités est bien plus marquée dans l'hémisphère oriental, de par les religions, les groupes ethniques et les histoires des peuples, autant de facteurs facilitant le terrain pour des Guerres

Hybrides ; mais on pourrait raisonnablement lui répondre que les divisions politiques gravées dans l'« ADN national » des États d'Amérique Latine rendent ces pays beaucoup plus vulnérables encore à la déstabilisation rapide : au demeurant les exemples en la matière n'ont manqué ni pendant la Guerre Froide, ni au cours de la dernière décennie.

1.2 Contenir les Conflits de Changement de Régime

L'argument précédent peut même se retourner : c'est bien la faible diversité en terme d'identité, marquant l'Amérique Latine, qui rend en théorie plus faciles les opérations de « cloisonnement » et de « contrôle » des Guerres Hybrides sur cette zone : le risque y est en effet moins élevé d'y voir ces Guerres Hybrides « prendre vie spontanément » en se transformant en conflits hobbesien « auto-synchronisés » mettant en jeu une multitude d'identités. Pour simplifier grossièrement le tableau, les principales divisions identitaires qui caractérisent l'Amérique Latine se résument à ce qui suit : rivalité libéral-conservateur/gauche-droite ; divers clivages ethno-raciaux entre natifs, blancs, noirs et métis ; le noeud de discorde entre laïques/athés et conservateurs religieux/évangélistes ; et la tendance en cours d'émergence entre militants environnementalistes et État développementiste. Malgré l'histoire multi-millénaire très impressionnante de l'Amérique Latine, l'ensemble des facteurs pouvant contribuer à une intensification des Guerres Hybrides (tels que ceux qui ont existé jusqu'à ce jour dans l'hémisphère oriental) ont été remis à zéro par suite de la colonisation européenne du supercontinent : on peut considérer que l'« histoire », au sens contemporain du terme et telle que nous l'explorons dans le cadre du présent ouvrage, ne s'est « mise en marche » qu'au début du XIXème siècle, avec les prises d'indépendance de ces embryons d'États.

Loin de nous l'idée de vouloir offenser aux habitants natifs des

Amériques, pas plus que la volonté de minimiser leur contribution historique à leur terre natale jusqu'aux sociétés contemporaines (la situation en Bolivie en constitue un témoignage vivant, par exemple) ; nous essayons ici uniquement de faire prendre conscience au lecteur du fait que les « *différences organiques* » entre les identités indigènes de l'hémisphère ouest ont été très largement balayées par la colonisation européenne, et ne sont donc pas très pertinentes lorsque l'on considère les vulnérabilités aux Guerres Hybrides dans chacun des États de la région. Les divisions générationnelles que l'on connaît au Moyen-Orient, entre sectes, ethnies et civilisations, ne sont pas suffisamment exploitables en Amérique Latine, en opposition avec l'usage qui peut en être fait en Afrique ou en Eurasie, par exemple, où il est par conséquent beaucoup plus facile de mener à bien des opérations de Guerres Hybrides. Il reste, bien entendu, que la réalité dépasse bien souvent les théories, si bien que nous allons détailler les nuances géopolitiques profondes propres à l'Amérique du Sud, pour nous faire une idée claire de la dynamique internationale de la Guerre Hybride sur ce continent.

Pour l'essentiel, les risques pratiques de voir des Guerres Hybrides « *traditionnelles* » semblables à celles qui ont été lancées dans l'hémisphère oriental, ne pourraient cibler que le Vénézuéla et la Bolivie, et potentiellement l'Équateur selon les développements de la situation intérieure de ce pays (ainsi que le degré d'influence que les USA décident d'exercer sur les événements socio-politiques). Pour le reste, les probabilités de voir une Guerre Hybride dans un pays d'Amérique Latine se propager par delà les frontières, et déstabiliser sérieusement un État voisin, sont faibles ; exception faite de la région d'Amérique Centrale, et de l'État du Mexique, en raison de l'intégration des organisations internationales de trafic de drogues, qui ont profondément infiltré le cœur même de ces États.

1.3 Écllosion des Guerres Hybrides

Notre analyse en arrive au stade où nous pouvons discuter des manières employées par les USA pour faire éclore les Guerres Hybrides dans leur hémisphère, et tout particulièrement en Amérique du Sud. Si les tactiques spécifiques employées sont adaptées au cas par cas, et remodelées pour épouser les particularités de chaque champ de bataille asymétrique, elles continuent le plus souvent à présenter quelques dénominateurs communs. Les « *ONGs* » et divers activistes « *issus de la société civile* » constituent bien sûr encore et toujours l'avant-garde de tout précurseur des mouvements de Révolution de Couleur, tandis que le volet de Guerre non Conventionnelle de la Guerre Hybride s'appuie en général sur au moins l'un de ces quatre facteurs :

— Intérêts privés américains

Il est habituel de voir les intérêts des sociétés agro-alimentaires américaines sous-tendre le premier souffle dans le processus d'intervention de Washington dans ces pays. Il est vrai que ce principe a quelque peu évolué et concerne à présent plus généralement les intérêts privés américains tous secteurs confondus.

— Drug Enforcement Administration (DEA)

L'agence anti-drogues étasunienne fonctionne comme un fer de lance lors de la déstabilisation de l'intérieur de pays tiers, en prenant le contrôle des éléments les plus efficaces dans le changement de régime : c'est précisément pour cette raison que le Vénézuéla et la Bolivie ont bouté la DEA hors de leurs frontières.

— School Of The Americas (SOA)/Western Hemisphere Institute for Security Cooperation (WHINSEC)

Également connu sous le nom d'école des Amériques jusqu'à son renommage en 2001 en WHINSEC [*Institut à la Coopération en Sécurité pour l'Hémisphère Ouest, NdT*], ce complexe, situé en Géorgie, est bien connu pour entraîner de

nombreux officiers d'armée et de renseignement d'Amérique latine, par la suite impliqués activement dans des coups d'États pro-USA dans leur propre pays.

— Organization of American States (OAS)

Ultime moyen de pression pour les changements des régimes, typiquement utilisé par les USA contre les États d'Amérique Latine; il s'agit de réaliser des pressions multilatérales par le biais de l'OAS, totalement pilotée par les USA : il s'agit d'une arme psychologique diplomatique qui agit contre les dirigeants ciblés.

1.4 Plan d'étude

Le plan du présent ouvrage s'échelonne comme suit. La suite du présent chapitre va exposer l'importance géostratégique de l'Amérique du Sud aux yeux du reste du monde. Les chapitre deux et trois proposeront une revue de l'histoire de l'Amérique du Sud, respectivement avant et après la fin de la Guerre Froide. Notre quatrième chapitre, décrira le rôle de chaque pays dans le cadre du territoire sud-américain, et tâchera de prévoir les développements les plus probables en la matière au cours de la décennie à venir. Enfin, le cinquième et dernier chapitre traitera de l'« *affrontement des blocs* », que les USA s'emploient à provoquer pour faire avancer leur projet de « *Citadelle Amérique* ».

En annexes, nous ajoutons deux articles publiés entre temps par l'auteur, sur les **évolutions les plus récentes en Équateur**, ainsi que l'analyse suite à l'**élection de Bolsonaro au Brésil**.

CH 1. GUERRE HYBRIDE DANS L'HEMISPHERE OUEST 14

Note de traduction — Le tableau ci-après présente les articles d'Andrew Korybko, à l'origine du présent ouvrage, ainsi que leur place au sein de celui-ci. Tous les aménagements amenant à l'édition présente ont été réalisés avec l'approbation de l'auteur.

Chapitre 1 — jusqu'ici

Hybrid War In The Western Hemisphere

<https://www.geopolitica.ru/en/article/hybrid-war-western-hemisphere>

Chapitre 1 — suite

South America In The Emerging Multipolar World Order

<https://www.geopolitica.ru/en/article/south-america-emerging-multipolar-world-order>

Chapitre 2

South American History, Part I

<https://www.geopolitica.ru/en/article/south-american-history-part-i>

Chapitre 3

South American History, Part II

<https://www.geopolitica.ru/en/article/south-american-history-part-ii>

Chapitre 4

South American Geopolitics

<https://www.geopolitica.ru/en/article/south-american-geopolitics>

Chapitre 5

The Battle Of The Blocs

<https://www.geopolitica.ru/en/article/battle-blocs>



1.5 Les Nouvelles Routes de la Soie

Le projet chinois de construction de la première ligne de chemin de fer trans-océanique (TORR) est en cours : l'objectif en est de relier le port brésilien de Santos sur l'Atlantique et son homologue péruvien d'Ilo côté Pacifique ; il est à prévoir que ce projet constitue l'épine dorsale de l'avenir géopolitique de l'Amérique du Sud dans l'ordre mondial multipolaire en émergence. Le continent est séparé de l'Afrique et de l'Eurasie par les océans Atlantique et Pacifique, si bien que son niveau de priorité accordé à ces terres par la Russie et la Chine ont longtemps été relativement bas. Certes, le Brésil est le seul membre des BRICS de l'hémisphère Ouest, et cela a donné une impulsion certaine à divers engagements de Moscou et de Pékin vis à vis de Brasilia¹, mais les distances géographiques séparant l'État sud-américain de ses homologues eurasiatiques des BRICS reste entier, et constituera toujours une entrave à l'établissement

1. remis en cause depuis par l'élection de Bolsonaro, comme l'analyse [notre annexe](#), NdT

de liens commerciaux plus solides. La Russie n'est pas en mesure de répondre aux attentes économiques du Brésil, mais la Chine a une toute autre partition à jouer, et est bien mieux adaptée à l'adoption de nouveaux partenaires sur cette zone.

La vision chinoise de *La Ceinture et la Route*², mieux connue sous le nom des Nouvelles Routes de la Soie, constitue une politique novatrice d'investissements en infrastructure au niveau mondial, visant à nouer des liens forts entre les économies du reste du monde et celle de la Chine, dans le but d'ouvrir de nouveaux marchés à l'ensemble des pays ainsi interconnectés. Cette politique est très importante pour la Chine, qui recherche des partenaires où écouler ses excédents de production, résultants de ses surcapacités de production chroniques et en croissance constante. Le dilemme chinois est ici : les 30 années d'industrialisation rapide ont presque trop bien réussi, au sens où c'est la stabilité du pays tout entier qui pourrait se voir compromise si le processus ralentissait, ou changeait de tendance. La République Populaire n'a pas les moyens de se permettre des troubles sociaux massifs, qui pourraient dégénérer en Révolutions de Couleur, ou pire, si les millions de chinois peuplant les mégapoles les plus étendues du monde perdaient leur emploi. La Chine est ainsi contrainte de maintenir son rythme de production aux niveaux déjà atteints, en espérant passer ainsi la crise économique mondiale, ce qui implique que de nouvelles routes commerciales soient établies dans les années qui viennent. C'est de là que vient le rôle du projet OBOR, qui est de compenser les surcapacités de production qui vont continuer de s'accumuler dans l'avenir proche.

2. One Belt One Road (OBOR), NdT

1.6 L'évasion des Philippines et la « Mer de Chine du Sud américaine »

Le pari est risqué, et pourrait engendrer un retour de flamme immédiat sur la Chine si OBOR se voyait totalement saboté ; et ce n'est pas pour rien que les USA ciblent les maillons faibles de ce projet avec leurs Guerres Hybrides. L'Amérique du Sud entre dans ce grand schéma, de par son rôle de fournisseur de matières premières le plus lointain pour l'économie chinoise, et également parce qu'elle constitue son marché de vente le plus distant. La Chine ne peut accéder à l'Amérique du Sud — et plus généralement à l'Amérique Latine — qu'en empruntant des routes commerciales maritimes. Il est donc d'une importance cruciale pour la Chine de maintenir à niveau et d'étendre sa flotte de marine marchande, et de garantir la fiabilité de ses lignes de communication maritimes³. Vu de l'autre côté de la lorgnette, les USA tâchent de contenir la Chine autant que possible, en resserrant le plus possible les goulets de passages maritimes en Asie Orientale, afin de mettre la pression sur Pékin en cas de conflit futur, ou de montée des tensions ; c'est pour cela que les USA travaillent main dans la main avec le Japon pour militariser les fameuses îles de Diaoyu/Senkaku à l'Est de la Mer de Chine. Le schéma de pensée qui sous-tend ces actions est que si la Chine peut être « enfermée » sur cette voie navigable, alors tout commerce entre Pékin et l'Hémisphère Ouest pourrait souffrir de manière considérable en cas de tensions ; ce processus est exactement le même que celui qui est appliqué sur le commerce chinois avec l'Union Européenne et l'Afrique, mis sous pression par la « coalition pour contenir la Chine » en Mer de Chine du Sud.

Pour « brillant » que ce plan puisse apparaître sur le papier, la stratégie en est quelque peu incomplète, car elle n'a jamais pris en compte les possibles réorientations géopolitiques vers la Chine

3. Sea Lines Of Communication (SLOC), NdT

des pays de l'ASEAN⁴ ; on en a eu un exemple tout à fait magistral avec les décisions de Duterte aux Philippines, immédiatement après sa prise de fonction. Et cet événement a été décisif : il a permis à la Chine de passer outre la « première barrière d'îles » du bloc d'enfermement des USA en Asie, et de disposer ainsi d'un accès maritime plus sécurisé aux océans Indien et Pacifique. Dans la lignée de la présente analyse, les stratèges chinois peuvent avancer vers leur objectif ultime, qui consiste à transformer l'Amérique Latine en une gigantesque « base opérationnelle avancée », pour contrer stratégiquement et contenir à leur tour les USA via des « sauts de puce » d'île en île, chacun des minuscules États du Pacifique s'inscrivant sur la ligne maritime de communication maritime qui relie l'empire du milieu à l'« arrière-cour » des USA. L'ambition à long terme chinoise est invariante : il s'agit, comme dans le jeu de « Go », de répliquer les mouvements de l'adversaire étasunien pour jouer l'encerclément ; dans notre schéma, la Chine vise à transformer les Caraïbes en « Mer de Chine du Sud américaine », et elle s'emploie à utiliser le Canal du Nicaragua et ses relations économico-stratégiques dans l'hémisphère pour établir une présence chinoise robuste à tous les niveaux aux portes des USA.

1.7 TORR : moyen de harcèlement contre les USA

Le composant d'Amérique Centrale/Caraïbes de ce grand dessein chinois dépend du succès des opérations chinoises avec son homologue en Amérique du Sud, d'où l'importance de ce continent. En effet, le chemin de fer trans-océan⁵, constitue l'investissement numéro un des Nouvelles Routes de la Soie chinoises dans la moitié Sud du supercontinent, et présente le potentiel très prometteur de réorienter le jeu géopolitique de l'Amérique du Sud de manière

4. Association des nations de l'Asie du Sud-Est

5. Transoceanic Railroad (TORR), NdT

décisive vers un mode multipolaire. Fondamentalement, ce projet est le tout premier chemin de fer transcontinental dans cette partie du monde, et vise à mettre en connection la mégapole brésilienne de Sao Paulo au petit port péruvien d'Ilo, en traversant la Bolivie. Dans une première version, le projet envisageait de suivre le tracé de la voie rapide interocéanique, via les hautes plaines brésiliennes et l'Amazonie occidentale, en direction des Andes péruviennes, mais la version modifiée, en cours de discussion de revoir un tracé un peu tortueux, et d'emprunter la route plus directe au travers de la Bolivie. Pour économiquement avisé que soit ce choix, il fait dépendre la viabilité du projet tout entier de la stabilité de l'État bolivien, qui est très vulnérable — et nous y reviendrons plus loin dans le présent ouvrage — aux Guerres Hybrides fomentées par les USA du même style que celles que l'on connaît dans l'hémisphère oriental, comme en témoignent les situations chaotiques en Syrie et en Ukraine.

À titre de comparaison, la figure⁶ 1.1 présente le tracé de la voie rapide Inter-Océanique.

Le lecteur trouvera à l'adresse qui suit l'itinéraire originellement pour TORR (à noter également qu'il débouchait alors à Rio de Janeiro, pas Sao Paulo) :

<https://www.theguardian.com/world/2015/may/16/amazon-china-railway-plan>

Et voici le plan que les experts estiment voir accepté à l'issue de la révision du tracé du projet TORR :

<http://1m1nttzpbl3wbhghahbu4ix.wpengine.netdna-cdn.com/wp-content/uploads/2016/06/Twin-Ocea-Railway-map.jpg>

Le plus important ici est que Sao Paulo devient le terminus du projet, et que d'autres projections existent pour étendre cette colonne d'infrastructure au sud, vers le cône sud du continent (par exemple, en Argentine et au Chili). Ces *sous-projets* pourraient

6. Empruntée au site almadeherrero.blogspot.com, qui présente également plusieurs photos de la voie rapide, NdT



FIGURE 1.1 – Tracé de la voie rapide Inter-Océanique

étendre profondément le niveau d'intégration entre les pays en question, ce qui en pratique pousserait vers une unification logistique de facto entre le Mercosur et l'Alliance Pacifique. Ces deux blocs, ainsi que la compétition provoquée par l'Amérique entre eux, seront développés dans notre dernier chapitre, mais à ce stade, il importe déjà de signaler au lecteur que leur rivalité pourrait se transformer en coopération productive, sous l'influence justement de l'influence multipolaire du couloir économique que la Chine s'efforce d'établir avec TORR. Les matières premières⁷ extraites des sous-sol d'Amérique du sud, les ressources agricoles, et d'autres produits industriels pourraient trouver un chemin aisé vers l'Asie, tandis que les produits finis chinois disposeraient d'un accès plus

7. lithium, énergie, produits forestiers, gisements divers, etc.

facile aux territoires de l'Amérique du Sud, constituant un accord gagnant-gagnant pour l'ensemble des parties.

Mais le revers de la médaille réside dans le risque que court chaque pays sur ce tracé de se voir mis sous contrôle des USA ; cela mettrait ce dernier pays en position de resserrer sa mainmise sur l'Amérique du Sud, et de réorienter le continent en unification progressive vers un état de servitude unipolaire, d'où l'importance particulière que nous attachons à la Bolivie, que nous énonçons **ci-avant**. Une telle influence permettrait également aux États-Unis de perturber les échanges commerciaux sur cette route, s'ils se sentaient jamais menacés par l'accroissement de l'influence économique de la Chine dans leur « *arrière-cour* » ; malgré les éclats de voix qui ne manqueraient pas alors de se faire entendre de la part de leurs « *partenaires* » du sud, qui perdraient alors les bénéfices d'une relation commerciale productive. Pour résumer la situation, les USA sont tourmentés par la perspective de voir TORR devenir une avenue incontrôlable pour l'influence chinoise en Amérique du Sud, et qui pourrait faire passer la Chine du rang de second partenaire commercial du continent à celui de premier (avec tous les bénéfices stratégiques qui en résulteraient). Les motivations de l'« *État profond* »⁸ de Washington sont donc réelles à agir pour empêcher l'éclosion de ce scénario, d'où l'attractivité de la Guerre Hybride.

8. les administrations militaires, de renseignement et diplomatiques

Chapitre 2

Histoire de l'Amérique du sud — de la colonisation à la guerre froide

Comprendre l'histoire de ce continent, ainsi que son importance géostratégique au niveau mondial, apporte des clés de compréhension : pourquoi l'ensemble de ce continent est aussi exposé aux guerres hybrides, et quelles sont les motivations des USA à porter ce genre de conflits asymétriques. Nous n'allons pas ici passer en revue tous les détails historiques du continent, mais plutôt décrire la fresque qui permettra au lecteur d'inscrire les événements récents en Amérique du Sud dans leur continuité historique. De même, le présent travail n'expliquera pas la place de l'Amérique du Sud et de chacun des États qui la composent dans les vues stratégiques de chaque grande puissance, mais indiquera l'importance géostratégique du continent dans l'ordre multipolaire mondial en émergence. Nous décrirons également comment chaque pays du continent interagit avec son environnement territorial.

Nous ouvrirons donc ce chapitre avec une histoire en avance

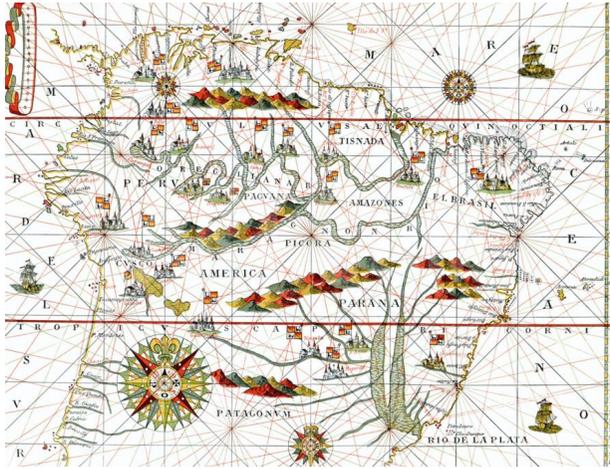


FIGURE 2.1 – Carte de l’Amérique du sud, établie au XVIème siècle. Crédit : Art.com

rapide de l’Amérique du Sud sur la période précédant la Guerre froide, et le chapitre suivant s’intéressera aux développements les plus notables qui ont suivi. Le lecteur doit capter l’essence de l’histoire de ce continent, qui permet la compréhension de sa situation stratégique élargie de nos jours ; le passé et l’histoire ont ici comme ailleurs une influence directe sur les enjeux stratégiques actuels. Ajoutons que le présent travail ne vise pas à l’exhaustivité, et que le lecteur intéressé par le sujet trouvera nombre de sources complémentaires. Notre objectif dans ce passage en revue introductif est de familiariser le lecteur avec la situation passée et présente de l’Amérique du Sud, continent comparable à nul autre, et de paver le chemin à l’analyse détaillée qui suivra dans le chapitre traitant de la géopolitique de l’Amérique du Sud.

Les limites — en étendue comme en profondeur — dans lesquelles ce travail est présenté étant posées, voici les événements

historiques les plus significatifs dans le modelage de l'identité de l'Amérique du Sud en tant que continent et en tant que bloc géopolitique contemporain :

2.1 L'Ibérie divise le « *Nouveau Monde* »

Presque tout le monde le sait, mais juste au cas où, l'Amérique du Sud est partagée en deux moitiés hispanophone et lusophone, ou pour le dire autrement, les pays pratiquant l'espagnol, et celui qui pratique le portugais¹. Les autres puissances colonisatrices — Royaume Uni, France, Hollande — s'étaient accaparé les territoires des Guyanes², dans la zone nord-est du continent, mais ces conquêtes sont restées géographiquement limitées et isolées physiquement par rapport au reste des événements géopolitiques d'Amérique du Sud. Il est donc beaucoup plus simple de qualifier ce continent comme partage entre les pays ibériques d'Espagne et du Portugal ; même si ces deux pays partagent une grande part de civilisation, ils ont également chacun leur histoire et culture propre, qui les distinguent et ont donc laissé leur marque en terme d'identité sur les deux moitiés d'Amérique du Sud au travers des siècles. Cette histoire finit par contribuer à une rivalité entre le Brésil et autres pays, dans la période suivant l'indépendance, et même si les divergences ont été surmontées en apparence, on trouve des rémanences de méfiance, qui pourraient revenir faire le jeu de démagogues dans les pays hispanophones.

1. c'est à dire le Brésil, qui occupe quasiment la moitié du continent, en taille comme en population

2. dont la Guyane française, restée territoire français, mais aussi le Guyana qui reste membre du Commonwealth, et le Surinam, NdT

2.2 Bolivar et San Martin sauvent l'Amérique du Sud

Les pays hispanophones d'Amérique du Sud doivent leur indépendance aux héros révolutionnaires [Simon Bolivar](#) et [José de San Martín](#), qui ont libéré et laissé leur plus grand héritage, respectivement, dans les zones nord et sud du territoire. Les anciennes colonies/vice-royautés furent projetées dans l'incertitude politique après que Napoléon a conquis et occupé l'Espagne [*en 1808, NdT*] et ces événements mirent en mouvement les longues guerres d'indépendance qui allaient se poursuivre en Amérique du Sud jusqu'aux années 1820, au cours desquelles le Pérou et la Bolivie furent les derniers pays à arracher leur liberté. Chacun de ces deux dirigeants de l'ère indépendantiste a laissé une influence profonde dans le modelage de l'identité des États nouvellement établis en séparation de l'Espagne, et l'histoire récente des relations internationales du continent remonte directement à cette époque. Le Portugal fut occupé de la même manière [*par Napoléon, NdT*] mais le roi du Portugal traversa l'Atlantique et poursuivit son règne depuis le Brésil. Ce ne fut qu'au début des années 1820 que le Brésil se lança dans sa Guerre d'Indépendance, en émergeant rapidement sous la forme d'[Empire du Brésil](#).

2.3 De deux à six États

D'un point de vue géopolitique, il est tout à fait intéressant que deux grands « *Super États* » d'Amérique du Sud ont fini par s'écrouler et donner naissance à six États séparés. Nous parlons ici de deux entités définies anachroniquement par les historiens comme « *Grande-Colombie* » (simplement appelée République de Colombie à l'époque) et la Confédération péruvienne-bolivienne. Le premier émergea comme État unifié en 1821 à l'issue de sa Guerre d'Indépendance, mais s'effondra en 1831 en raison de tensions internes

inconciliables. il était formé de l'Équateur, du Venezuela et la Colombie (cette dernière connut à son tour la sécession du Panama en 1903). Quant à l'autre entité politique, la Confédération péruviano-bolivienne, ses deux parties constituantes commencèrent en tant qu'États indépendants, puis décidèrent de fusionner quelques années, entre 1836 et 1839, mais la fédération fut finalement brisée par le Chili.



FIGURE 2.2 – Les drapeaux des États issus de la « Grande-Colombie »

Quoique chacun de ces *supers États* n'ait existé que pendant un temps très court, chacun d'eux a marqué d'une empreinte profonde l'identité de ses successeurs. Les États anciennement membres de la « Grande-Colombie », par exemple, ont jusqu'à aujourd'hui des drapeaux qui se ressemblent beaucoup en raison de leur histoire commune, et ont conservé des relations complexes entre eux, en raison des rivalités qui ont pu sortir de leur séparation. Pour ce qui concerne la Confédération péruviano-bolivienne, les deux pays présentent de nombreuses ressemblances historiques, culturelles et en terme de populations indigènes, qui expliquent pourquoi ils avaient fait le choix de fusionner au départ ; les différences entre eux ont pu se creuser au cours des deux derniers siècles, mais ce qui les rassemble reste plus fort que tout facteur de séparation. Nous verrons plus loin qu'une reconsolidation de ces *super États* est en cours,

ou est tentée dans une démarche d'intégration, ce qui soulève à nouveau le sujet de la concurrence entre les deux pays en ce qui concerne l'Équateur moderne.

2.4 Buenos Aires face à Brasília

Ce titre *accrocheur* est historiquement inexact, la capitale du Brésil n'étant devenue Brasília qu'en 1960 (c'était précédemment Rio de Janeiro) et la rivalité entre l'Argentine et le Brésil étant bien antérieure, mais l'intention en est de laisser une accroche marquante, résumant l'idée. La compétition entre les deux pays vient de ce qu'ils sont relativement peuplés, sont tous deux prometteurs en termes économiques, et en ce que leur voisinage cristallise la division hispanophone/lusophone, mais la goutte qui allait faire déborder le vase de leur longue (et pourrait-on dire, toujours existante) concurrence fut le sort de l'Uruguay.

Cet État moderne se battit pour arracher son indépendance au Brésil au cours de la [guerre de Cisplatine](#) de 1825 à 1828. L'Uruguay ne s'était jamais reconnu comme intégré à l'Empire — lui ayant été greffé de force au milieu des années 1810 — après avoir été pris à la vice-royauté espagnole de Rio de la Plata par Lisbonne. C'est par voie de conséquence que les Provinces-Unies du Río de la Plata, principal État successeur de la vice-royauté et prédécesseur de ce qui allait devenir l'Argentine, décidèrent d'aider les Uruguayens dans leur guerre d'indépendance contre le Brésil et, par la suite, continuèrent d'interférer dans les affaires internes du pays au cours de sa guerre civile.

Les détails éclairant cette période complexe ne sont pas très pertinents pour expliquer l'état actuel des choses, nous précisons donc simplement que Buenos Aires ne s'unifia et ne se stabilisa que dans les années 1860 et que ce *démarrage relativement tardif* s'explique partiellement par la montée rapide du Brésil comme puissance dominante sur le continent à cette période. Quoi qu'il en soit,

les deux pays voisins ont toujours conservé des relations difficiles depuis leur guerre par procuration en Uruguay et ce conflit larvé a constitué un facteur géopolitique constant depuis cette époque, avec ses hauts (le Mercosur) et ses bas (course aux [dreadnoughts](#) en Amérique du Sud du début du XX^e siècle [*une course aux armements navals — le dreadnought était alors un cuirassé révolutionnaire, NdT*]).

2.5 Mise à bas du Paraguay

La guerre la plus sanglante dans l'histoire de l'Amérique du Sud fut la [guerre de la Triple-Alliance](#), souvent appelée guerre paraguayenne, qui vit — comme le suggère son nom — une triple alliance composée de l'Argentine, du Brésil et de l'Uruguay envahir et défaire le Paraguay dans ce qu'on décrirait aujourd'hui comme un conflit génocidaire de destruction totale. On peut simplifier les origines de la guerre ainsi : le dirigeant paraguayen Francisco Lopez essaya de sortir son pays de son statut d'État enclavé, voulant lui ouvrir l'accès à la mer au travers d'une alliance avec la faction qui perdit la guerre uruguayenne de 1864–1865, si bien que les gagnants du conflit uruguayen s'allièrent avec l'Argentine et le Brésil contre l'État révisionniste, qui les *menaçait* tous.

Pour résumer ce tragique chapitre de l'histoire, le Paraguay sortit de la guerre avec une population réduite à moins de la moitié par rapport à avant le conflit, subissant la mort d'au moins 90% de sa population masculine. Au lieu de rayer le Paraguay de la carte et de se partager ses territoires, le Brésil et l'Argentine, les deux grands rivaux d'Amérique du Sud, laissèrent perdurer l'État vaincu et l'utilisèrent depuis lors comme zone géopolitique tampon entre eux. Cette guerre fut la vitrine de la puissance et du rôle montant des forces militaires brésiliennes, qui allaient ensuite mener un coup d'État pro-républicain contre l'Empereur [du Brésil] en 1889 ; elle renforça également l'aversion paraguayenne pour l'Argentine, qui

ne voyait historiquement son voisin moins grand que comme une *province rebelle*.

En fin de compte, le conflit renforça le patriotisme paraguayen et le sens de la nation qui se révélèrent précieux pour la victoire du pays contre la Bolivie, dans la [guerre du Chaco](#) de 1932–1935, alors que le Paraguay n'était vraiment pas présagé comme gagnant du conflit. C'est également pour cela que les Paraguayens ont gardé une identité très forte jusqu'à ce jour, et restent méfiants vis à vis de leurs plus grands voisins. Ce facteur allait de nouveau entrer en jeu à partir de 2012, après que les USA aidèrent à orchestrer un *coup d'État constitutionnel* au Paraguay qui fit suspendre le pays du Mercosur, après quoi le pays commença à batifoler avec l'Alliance Pacifique et mit en branle l'« *Affrontement des Blocs* ».

2.6 Cassures de la Bolivie

La Bolivie fut beaucoup plus étendue que ce qu'elle est aujourd'hui, et chose la plus importante, elle disposait précédemment d'un débouché sur l'océan Pacifique. Ces terres furent perdues face au Chili dans la [guerre du Pacifique](#) de 1879–1882, mais sont restées indélébilement liées à l'identité bolivienne depuis cette époque. Il est tragiquement désolant qu'alors le pays appauvri et enclavé entrât en guerre contre son voisin paraguayen tout aussi accablé que lui dans les années 1930, pour la région de Chaco, région dont la Bolivie perdit les deux tiers au bénéfice d'Asunción. Dans la période séparant ces deux conflits inoubliables, la Bolivie perdit également la région d'Acra, au nord du pays, face au Brésil ; des colons lusophones avaient lancé un soulèvement séparatiste de faible intensité, puis avaient convaincu Rio de Janeiro (alors capitale du Brésil) de soutenir leurs exigences d'annexion par le [traité de Petrópolis](#) en 1903.

Mais la perte territoriale qui assombrit le plus le cœur de tous les Boliviens reste celle du département littoral. Les ambitions ma-

ritimes du pays, outre sa mémoire historique, constituent la raison pour laquelle le pays s'est aussi vivement impliqué pour que la ligne de chemin de fer trans-océanique (TORR [*Trans-Oceanic Railroad, NdT*]) traverse son territoire et offre ainsi à son peuple un accès indirect mais fiable aux deux océans Pacifique et Atlantique. Les Boliviens n'ont jamais oublié la perte de prestige, ni les souffrances qu'ils subirent, lorsque leur pays devint subitement un pays enclavé, et ils ont cultivé jusqu'à ce jour un ressentiment profond envers le Chili pour ce qu'ils continuent d'éprouver comme une injustice historique non résolue. Ils considèrent cet événement géopolitique traumatisant comme unique responsable des carences en développement socio-économique de leur pays et la guerre du Pacifique a vraiment pris une place de premier plan dans la constitution de l'identité nationale bolivienne.

Que la Bolivie ait été brisée au sens géopolitiquement traditionnel du terme ne signifie pas pour autant qu'elle ne puisse pas se reconstruire d'une autre manière au XXI^e siècle. Ce que nous entendons ici, c'est que le pays enclavé pourrait bien pallier à son enclavement historique au travers de TORR, en particulier au travers du tronçon reliant le port péruvien d'Ilo et Arequipa, deuxième ville bolivienne. Ce projet, intégré à la Nouvelle Route de la Soie, porte des transformations stratégiques, et est présagé comme restauration *de facto* de la Confédération péruvienne-bolivienne, car l'on peut s'attendre à un partenariat dans tous les domaines entre les deux pays ; cette prévision sera discutée un peu plus avant dans la dernière partie de notre recherche.

2.7 Le Chemin de la Patagonie

Le dernier coin d'Amérique du Sud à avoir fait l'objet de conquête fut la pointe sud de Patagonie. L'Argentine et le Chili — rivaux devant l'Éternel, comme le sont Buenos Aires et Brasília — s'étendirent peu à peu dans ces territoires à partir des années 1840–1880.

De manière intéressante, cette période correspond avec l'expansion américaine vers le Far West, et les deux furent aussi dévastatrices l'une que l'autre pour les habitants locaux. La *Conquête du Désert* argentine, comme on appela par la suite cet épisode, a subi rétrospectivement des critiques pour les effets brutaux qu'elle eut sur les populations indigènes de Patagonie, exactement comme l'expansion vers l'ouest des États-Unis. L'Argentine comme le Chili rencontrèrent des difficultés avec les populations mapuches, dont les zones d'habitats chevauchent la Cordillère des Andes, et ces problèmes perdurent quelque peu de nos jours dans la région chilienne d'Araucania. Les deux pays eurent également des tensions importantes en raison de revendications territoriales de part et d'autre sur les îles de Patagonie, mais ils purent résoudre ce « *conflit du Beagle* » grâce à l'intervention diplomatique du Vatican au début des années 1980.

L'importance de ce chemin vers la Patagonie dans l'histoire de l'Amérique du Sud réside dans l'illustration qu'il nous en donne que ces États n'ont commencé que récemment à intégrer la majorité des territoires assimilés à leur pays, et que les cœurs *historiques* des États restent aux abords des capitales, sans irradier les périphéries. L'Argentine comme le Chili ne commencèrent à aménager leur frontière actuelle qu'au moment de la signature de leur traité de 1881, qui résolvait ce différend, ce qui démontre le contrôle tout relatif qu'exerçaient Buenos Aires et Santiago sur les vastes zones qui définissent à présent leur espace politique. Nous ne formons ici aucun jugement de valeur, mais il est sans doute intéressant pour le lecteur d'apprendre ce qu'il en est sur ces États, afin de se garder de l'idée que les choses auraient été établies dès l'indépendance gagnée vis à vis de l'Espagne. L'incorporation historique de la Patagonie par l'Argentine et le Chili s'est déroulée au plus près de la conquête de l'Ouest américaine et a présenté un effet identique sur la conscience nationale dans ces pays.

2.8 Guerres amazoniennes et andines

Les guerres qui ont sporadiquement éclaté dans le nord du continent, pour le contrôle de territoires amazoniens ou andins, sont souvent négligées par les observateurs peu attentifs. Le premier conflit d'importance s'enflamma entre la *Grande-Colombie* et le Pérou en 1828–1829 pour la souveraineté d'un territoire amazonien que certains nationalistes équatoriens considèrent comme historiquement rattaché à leur pays. Il n'y eut plus de conflit d'importance pour ces régions jusqu'au XX^e siècle, avec le retour d'une guerre entre Colombie et Pérou pour le contrôle de la zone frontalière entre les deux pays. Les brefs combats de 1932–1933 n'apportèrent aucun changement dans le *statu quo* et furent la dernière fois où les deux parties s'affrontèrent quant à ce différend territorial.

On ne peut pas en dire autant du Pérou et de l'Équateur, qui s'affrontèrent en 1941–1942 pour une zone montagneuse des Andes. Il entrèrent également en guerre sur une période très courte en 1981, puis à nouveau lors de ce qu'on appelle *Guerre du Cenepa* de 1995. Le différend est à présent totalement résolu, et aucune des deux parties n'a conservé de grief contre l'autre, mais l'effet durable que ce différend de long terme a laissé est une empreinte manifeste sur la psyché des deux pays. L'Équateur croit avoir perdu injustement un territoire amazonien qu'il considère historiquement comme sien, pendant que le Pérou conserve un héritage conflictuel avec son voisin beaucoup plus petit.

Les deux pays ont adopté une démarche très pragmatique et il semble qu'aucun acteur politique ne laissera cet épisode historique gâcher les relations contemporaines entre les deux États, mais cette histoire pourrait avoir une influence sur le choix de l'Équateur de s'allier ou non aux côtés d'une nouvelle *Grande-Colombie* une Confédération péruvio-bolivienne reconfigurée *de facto*. L'Équateur pourrait choisir de *la jouer perso* en ne s'amarrant pas trop près de ces pays. Le Pérou, tout comme la Colombie, a historiquement eu des vues sur le contrôle de l'Équateur, chacun pour ses propres

raisons (La mémoire historique de Bogota de la *Grande-Colombie* et l'ambition de Lima de s'étendre sur l'ancien espace inca des Andes); il n'est pas impossible que dans le futur ces deux pays s'engagent dans une concurrence de basse intensité, non militaire, par procuration via le pays qui les sépare, ce qui pourrait venir compliquer leur partenariat commercial mutuel, scellé au travers de l'Alliance Pacifique.



FIGURE 2.3 – Drapeau et logo respectifs des FARC et du Sentier Lumineux

On peut également noter, sortant du cadre des tensions internationales et des revendications territoriales, que la Colombie comme le Pérou ont chacun combattu des rebelles de gauche, pendant et après la Guerre froide, chacun sur des durées très différentes et avec des intensités toutes aussi différentes. La Colombie a commencé à combattre les FARC au milieu des années 1960, alors que le Pérou ne vit un problème émerger avec le Sentier Lumineux qu'en 1980. Chacun de ces conflits semble à présent arrivé à sa fin, et aucun d'eux ne constitue plus un facteur important d'instabilité pour le pays, mais on pourrait les voir ressurgir sous une forme différente dans le futur. En outre, ces groupes rebelles et/ou leurs successeurs/ramifications pourraient également recevoir un soutien de la part de protecteurs étrangers, dans des buts géopolitiques (les USA

pourraient parrainer le Sentier Lumineux en opposition à TORR), ce qui constitue pour l'observateur une autre raison de ne pas négliger les guerres de la région Andes/Amazonie.

2.9 Les années Condor

L'une des périodes les plus sombres pour le continent fut sans aucun doute la montée de la Guerre froide, période au cours de laquelle les USA appuyèrent une série de coups d'État militaires à travers l'Amérique du Sud, qui amenèrent à la mise aux affaires de juntas pro-américaines. Les USA *dirigèrent de loin* en promouvant et en encourageant l'intégration en mode *État profond* des services militaires et de renseignements de ces pays sous l'égide d'une coopération *anti-communiste* (manœuvres connues sous le nom d'*Opération Condor*). Les effets de ces manœuvres furent que ces pays se mirent en guerre contre leurs propres citoyens. Des dizaines de milliers de personnes furent torturées et tuées au travers de l'Amérique du Sud, même si le nombre de victimes fut très différent d'un pays à l'autre. Les USA apportèrent renseignements, logistique et entraînement à nombre de ces crimes, ce qui les rendit complices du terrorisme d'État qui caractérisa cette partie du monde.

Les années Condor ne seront jamais oubliées, en raison de l'empreinte durable qu'elles ont laissée sur la population, même si aucun pays n'est unanime quant au bilan de cette période. Les gens de gauche s'accordent en général pour dire qu'une période de terreur soutenue par les USA a ravagé leur pays, tandis que les personnes ayant une sensibilité politique plus à droite peuvent parfois considérer les abus de l'époque comme un sacrifice pénible et nécessaire pour extirper les conspirateurs de l'intérieur, qui voulaient renverser l'État en faveur du *communisme international*. La divergence des interprétations historiques constitue, une fois de plus, un point de vue politique. Les partis de gauche, en réaction aux événements

de cette période, jurèrent de ne jamais voir leur pays retomber dans le giron des USA et la sympathie que nombre de leurs compatriotes purent manifester pour cette cause après toutes les souffrances subies sous le joug des gouvernements militaires pro-américains fut suffisante pour les propulser au pouvoir durant la *marée rose* (que nous aborderons prochainement).

Tout ce qui se réclamait d'une pensée de droite fut méprisé et rejeté, comme rappelant la mémoire traumatisée des abus répétés et de la mainmise étrangère si bien que les politiciens de ce bord obtinrent bien peu de succès. Au plus haut de la « *marée rose* », au moment où la plupart des gouvernements d'Amérique du Sud étaient orientés à gauche, ils s'appuyèrent même sur les coopérations stratégiques de type *État profond* que les USA avaient déployées lors de l'Opération Condor, augmentant encore leur force collective aux bénéfices du continent. Mais à l'issue de cette période, les impressions de mauvaise gestion, les excès et, il faut bien le dire les ingérences clandestines des USA, ont ramené le balancier vers la droite et ont fait basculer un certain nombre de gouvernements, pour le plus grand plaisir de Washington. L'auteur nomme cette période à l'œuvre de nos jours, et qui émerge en nouvelle Guerre froide d'une série de gouvernements de droite, sous le nom d'Opération Condor 2.0 ; il s'agit d'une référence à la période précédente, vécue sous la Guerre froide. Sans compréhension de l'héritage des premières années Condor, on ne peut pas comprendre l'ampleur de ce qui arrive en Amérique du Sud de nos jours : les deux périodes sont structurellement très proches.

2.10 La folie des « *Malouines* »

Le conflit qui fut le plus célèbre en Amérique du Sud pendant la Guerre Froide fut l'affrontement de 1982 la « *Guerre des Malouines/Guerre de l'Atlantique sud* ». Le conflit est nommé sous des noms différents par ses acteurs anglais et argentins, en raison

de leurs interprétations diamétralement opposées des événements. Londres, qui exerce une souveraineté administrative sur les îles, les appelle *Falklands* tandis que Buenos Aires, qui œuvre depuis deux siècles à récupérer le contrôle de l'archipel, les appelle *Malvinas*. Le différend sur ce territoire est complexe et soulève des problèmes profonds de respect du droit international si bien qu'il est resté officiellement non résolu à ce jour. Le conflit résulte directement de l'impérialisme et de l'exploitation par le Royaume-Uni d'une Argentine faible et divisée à l'issue de son indépendance, mais il importe pour l'observateur de ne pas entrer dans les nuances les plus parcellaires exprimées par chaque camp, ou de prononcer un jugement normatif en faveur de l'une ou de l'autre partie afin de garder une distance et une neutralité académiques qui permettent l'analyse du différend à un niveau plus large.

Au début du conflit, comme le différend opposait deux de ses alliés, Washington essaya de jouer la médiation entre les deux parties, se plaçant comme *neutre* puis pencha en faveur du Royaume-Uni quand les événements sur le terrain tendirent en faveur des Anglais. On peut soupçonner la junte militaire alors au pouvoir en Argentine d'avoir choisi de lancer ce conflit afin de détourner l'attention de sa population des mauvais résultats économiques des années précédentes — comme une sorte de distraction patriotique — mais d'aucuns objecteront que le conflit allait de toute façon finir par éclater tôt ou tard au vu de la volonté historique prolongée de Buenos Aires de récupérer ces territoires. Peu importe la cause réelle de l'événement — écran de fumée pour distraire l'attention de ses citoyens ou volonté réelle de récupérer les îles — la junte n'aurait jamais lancé cette opération si elle avait présagé son résultat désastreux, qui a conduit à la chute du gouvernement. Il est facile, avec le recul, de constater que les généraux ont complètement échoué à prévoir quels seraient les résultats de leurs actions.

Margaret Thatcher, alors Premier ministre du Royaume-Uni, *gagna* sa réputation de *Dame de Fer* par la position forte et décisive qu'elle prit en défense des intérêts anglais en question et en

repoussant les Argentins alors que la junte vit son image ternie et finit par tomber en 1983. Même si la guerre finit pour l'Argentine sur une défaite, elle a laissé chez les Argentins un fort sentiment patriotique. À ce jour, Buenos Aires et Londres continuent de présenter des positions inflexibles et inconciliables sur ce problème. La guerre de 1982 et le différend territorial à long terme peuvent être vus comme un conflit intercontinental multi-centenaire, qui reste toujours d'actualité, surtout au vu des immenses sympathies anti-impérialistes qu'il a soulevées envers l'Argentine de la part de ses voisins sud-américains. On voit de temps à autre une *guerre des mots* fleurir sur ce sujet et des mesures symboliques être prises par les parties et leurs alliés respectifs (on a vu par exemple le Brésil refuser aux vaisseaux de guerre anglais le droit de s'amarrer dans ses ports en 2011, en solidarité avec l'Argentine), mais il semble peu probable qu'un conflit dur ne s'enflamme de nouveau sur ce sujet à court ou moyen terme.

Pour autant, la guerre *douce* sur son volet diplomatique va probablement s'intensifier dans le futur. Le Royaume-Uni post-Brexit va se trouver mécaniquement exclu des accords commerciaux négociés entre le Mercosur et l'Union européenne et va donc probablement essayer de monter des accords bilatéraux pour les remplacer ; on peut s'attendre à ce qu'il se base sur les discussions USA-Brazil en cours comme modèle ; ces discussions mettent de côté les engagements multilatéraux du Brésil envers ses partenaires du Mercosur. Londres pourra essayer d'utiliser le même type de contournements, en concluant des accords commerciaux avec divers pays du continent, ce qui pourra soulever des problèmes entre l'Argentine et ses voisins. Buenos Aires, même sous le contrôle d'un gouvernement de droite pro-américain, comme c'est le cas en ce moment sur une grande partie du continent, pourrait s'opposer vigoureusement à ce qu'aucun État sud-américain ne noue ce type de partenariat économique avec Londres, surtout au cas où un tel accord laissait penser (de manière fondée ou infondée) que Londres pourrait supposer que la signature dudit accord constituerait une reconnaissance, tacite

ou explicite, de sa souveraineté sur les îles en question. Vue sous cet angle, l'intégration sud-américaine (sur un modèle unipolaire ou multipolaire) pourrait se voir malencontreusement abimée, la ligne de fracture *Falklands/Malvinas* réémergeant directement dans les affaires courantes du continent.



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/)..

Chapitre 3

Histoire de l'Amérique du sud — depuis la fin de la guerre froide



Le chapitre précédent couvrait l'histoire du continent de la colonisation à la fin de la Guerre froide, ce deuxième volet complète l'historique des développements qui se sont produits depuis.

3.1 Vers une démarche d'intégration

Cela fait presque un demi-siècle que la volonté d'intégration continentale constitue pour l'Amérique du Sud un marqueur fondamental de notre époque même si elle a revêtu des formats et des étendues très divers. On trouve beaucoup d'information sur ce sujet et on pourrait y consacrer plusieurs articles en propre, ce qui n'est pas l'objectif du présent travail : nous allons donc faire abstraction des détails et nous consacrer à dresser une vue générale du processus. Comme pour l'ensemble du sujet que nous développons, nous encourageons le lecteur à compléter la présente vision d'autres sources qui satisferont sa curiosité.

Le meilleur moyen de décrire les modèles d'intégration sud-américains est d'en dresser une liste chronologique, assortie de quelques mots de commentaires pour chacun :

1968–1989 — Opération Condor

Ce n'est officiellement qu'à partir de 1968 que les USA ont imaginé d'intégrer entre eux les « *États profonds* » de ces régimes de procuration de droite dirigés par des militaires ; mais ils avaient déjà commencé à soutenir leur création clandestinement au travers de coups d'État secrets et par d'autres moyens. Comme nous l'avons précédemment exposé, les [Années Condor](#) ont soumis les administrations militaires et de renseignement du continent à un téléguidage depuis Washington et dans le cas de l'[Opération Charly](#), les USA sont allés jusqu'à promouvoir l'Argentine en tant que partenaire transcontinental, en faisant soutenir par ce pays les gouvernements pro-américains d'Amérique centrale au cours de leurs

guerres anti-communistes. Ceci explique en partie les hésitations de Washington dans le choix de son camp lors de la guerre des Malouines de 1982 au cours de laquelle s'affrontaient Argentine et Royaume-Uni ; quoi qu'il en soit, le dessein général en fut que les principales structures d'« *État profond* » d'Amérique du Sud se mirent à coopérer entre elles, ce qui ouvrit la voie à des partenariats futurs plus étendus.

1969 — Communauté Andine des Nations

Il s'agit de la première vraie tentative d'intégration économique régionale, composée au départ de la Bolivie, du Chili, de la Colombie, de l'Équateur et du Pérou. Elle intégra le Venezuela de 1973 à 2006 et le Chili s'en retira officiellement en 1976, réduisant son statut à celui d'observateur jusque 2006. À partir de 2005/2006, l'Argentine, le Brésil, le Chili, le Paraguay et l'Uruguay en sont devenus membres associés ; si bien qu'en d'autres termes tous les membres du Mercosur à l'exception du Venezuela ont opté pour un resserrement des liens via l'union douanière. Il ne faut pas s'y perdre avec les changements plus récents survenus au sein du bloc ; les seuls membres à ce jour en sont la Bolivie, la Colombie, l'Équateur et le Pérou, ce qui constitue une collection d'États improbable, si l'on considère que deux d'entre eux (le Colombie et le Pérou) sont membres de l'Alliance Pacifique néolibérale et que les deux autres (la Bolivie et l'Équateur) appartiennent au groupe d'États socialistes menés par le Venezuela ; et pourtant les quatre pays relèvent d'un espace économique intégré. Encore plus intéressant, le Pérou est signataire du TPP enlisé¹ alors que la Bolivie est sur le point de rejoindre le Mercosur.

1. Nous en reparlerons **plus loin**, le TPP est un traité de libre échange signé en 2016 puis jeté aux orties par les USA, NdT

1991 – Mercosur

On ne trouva pas d'initiative d'intégration économique au delà de la Cordillère des Andes au cours des 20 premières années d'existence de la Communauté andine des nations mais malgré ce départ plus tardif, le Mercosur a déployé une grande influence et peut, à de nombreux égards, être considéré comme nettement plus important. Il s'agissait au départ d'unifier les économies argentine, brésilienne, paraguayenne et uruguayenne sur la base de réussites antérieures à renouer le lien entre Buenos Aires et Brasilia et à atténuer leur concurrence. Le Venezuela rejoint formellement cette alliance en 2012, au moment même où le Paraguay était suspendu pour cause de *coup d'État constitutionnel*. Cette dernière décision s'est *a posteriori* montrée ultra-litigieuse parce qu'elle a mis dans l'impasse la mainmise [nord-]américaine dans la seconde moitié de l'année 2016. La Bolivie a formellement signé un accord de partenariat avec l'organisation mais celui-ci doit encore être ratifié par chaque État membre et le Brésil est le dernier à n'avoir pas encore souscrit au processus à l'heure où ces lignes sont écrites.

Lancé comme intégration multipolaire du populisme socialiste qui avait balayé l'Amérique du Sud au début des années 2000, au cours de la « *marée rose* », le Mercosur est à présent en passe de devenir une nouvelle organisation néolibérale, en raison de la réussite de ce que l'auteur appelle l'Opération Condor 2.0. Les dernières années ont vu divers coups d'État « *constitutionnels* » et « *électoraux* » qui ont fait remplacer les gouvernements traditionnels de gauche par des alliés de droite des USA. Le Mercosur, petit à petit, s'est vidé de son essence géostratégique multipolaire et se transforme en extension de l'Alliance Pacifique unipolaire, encore que ce processus n'ait rien d'irréversible (pas plus que la transformation inverse de l'Alliance Pacifique, moins unipolaire aujourd'hui qu'elle ne le fut au départ). Les détails des interactions entre les deux blocs et les sous-jacents de la Nouvelle Guerre froide qui se déroule en tache de fond du fusionnement encouragé entre eux par

les USA, seront exposés dans notre dernier chapitre, l'« *Affrontement des blocs* ». À ce stade, il suffit que le lecteur retienne que le Mercosur n'est plus l'organisation multipolaire fiable que l'on a connue et que ce changement est en grande partie dû à des compllicités en coulisses avec les USA (qui furent, admettons-le, facilitées par la mauvaise gestion socialiste).

2000 — Initiative d'Intégration de l'Infrastructure de la Région Sud-Américaine (IIRSA)

Hors d'Amérique du Sud, la plupart des gens n'ont probablement jamais entendu parler de l'IIRSA et c'est peut être une colle même pour ceux qui y vivent. Il s'agit simplement d'une organisation en vue d'intégrer les infrastructures à l'échelle du continent, comme son nom l'indique, et qui vise à une convergence profonde entre ses membres. C'est pour cette raison que l'IIRSA constitue la colonne vertébrale derrière l'initiative utopique [Unasur](#) qui a éclo quelques années plus tard. Les considérations les plus avancées et portant le plus à réflexion de cette organisation en sont qu'elle divise le continent en neuf réseaux d'intégration et de développement séparés, pour optimiser au mieux la collaboration intersectorielle entre ses membres. On trouve une carte interactive de chacun d'entre eux sur leur site web et un lien propose un dixième réseau reliant des régions du Brésil, de Bolivie et du Pérou ; le lecteur devrait vraiment jeter un œil à ces informations pour se faire une idée plus nette des zones dont les gouvernements d'Amérique du Sud ont convenu entre eux dans une optique d'intégration.

La carte [3.1](#) montre les 10 réseaux d'intégration et de développement ; on peut voir que le réseau Pérou-Brazil-Bolivie est beaucoup plus limité géographiquement que celui que nous citons ci-dessus et qu'aucun des deux n'est affiché sur le graphique officiel mis en avant sur le site de l'IIRSA.

Que le lecteur soit particulièrement attentif au réseau Central interocéanique vert clair, celui-ci recouvre TORR et est donc prévu

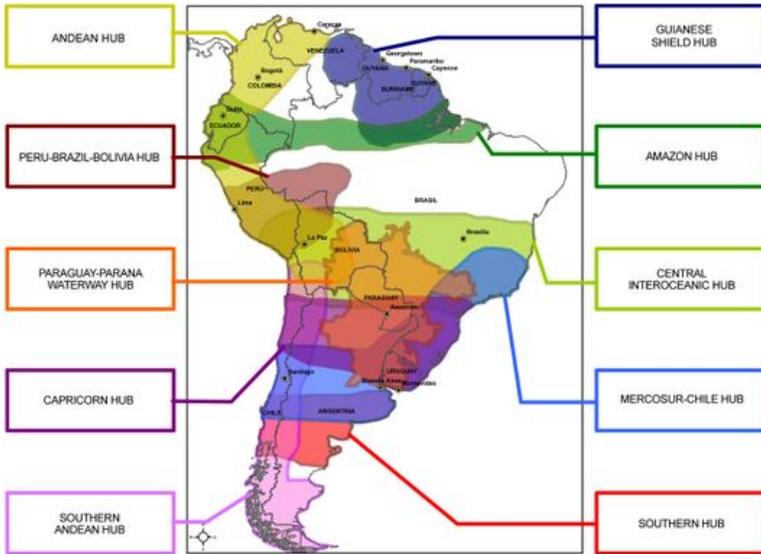


FIGURE 3.1 – Les 10 réseaux d'intégration et de développement de l'IIRSA

comme le plus pertinent géo-stratégiquement des 10 réseaux d'intégration et de développement, surtout en terme de Guerre hybride. Fondamentalement, n'oublions quand même pas que l'ensemble du projet IIRSA constitue le schéma directeur d'intégration des pays d'Amérique du Sud sous ce qui pourrait devenir le parapluie de l'Unasur.

2004 – Unasur

L'Unasur est une évolution sur la base de la colonne vertébrale qu'est l'IIRSA et constitue le véhicule politico-stratégique d'unification du continent et de promotion de cette vision. C'est en dé-

cembre 2004 que les membres à venir ont convenu de la [déclaration de Cusco](#) qui portait les concepts du projet Unasur, même si son application n'a débuté qu'en 2008. Mais 2004 reste techniquement la date de conception du projet, celle qui fait référence quand on parle de la genèse de l'Unasur.

Il est très idéaliste et peut-être même un peu naïf d'imaginer que l'ensemble des pays d'Amérique du Sud vont s'intégrer pacifiquement en une seule entité politique mais l'intention est positive et fondée sur le désir de voir une paix durable et mutuellement bénéfique entre tous les pays de cette partie du monde. Unasur capitalise sur la période de stabilité géopolitique en Amérique du sud, qui a marqué l'ordre post-Guerre froide et constitue la progression logique des initiatives d'intégration telles que l'IIRSA et le Mercosur mais la brève *lune de miel* de paix à l'échelle continentale pourrait toucher à sa fin avec les déstabilisations domestiques qui portent la signature de l'Opération Condor 2.0, dont nous reparlerons sous peu.

La fonction première de l'Unasur est d'amener l'Amérique du Sud à une unité aussi proche qu'elle puisse le devenir mais il reste à voir si cela sera réalisé d'une manière multipolaire, comme c'était l'intention au départ, ou si l'unipolarité chère aux USA lui sera préférée. Cette organisation est irremplaçable, en ce qu'elle apporte la résultante politique — aussi peu engageante et hautement symbolique qu'elle soit — qui était attendue pour compléter l'IIRSA. De nombreuses régions à l'échelle mondiale subissent la tendance du régionalisme qui voit les pays voisins s'intégrer solidement entre eux et forger des blocs transnationaux afin d'améliorer leur compétitivité mondiale et il est naturel que l'Amérique du sud avance dans cette direction sur sa propre voie.

Outre l'évitement des tentatives subversives américaines pour le transformer en organisation *dirigée de l'arrière* le principal défi auquel l'Unasur fait face est de réussir à passer outre la divergence stratégique entre la *destinée manifeste* du Brésil à devenir la principale puissance continentale et l'insistance des pays his-

panophones à rester à distance respectable afin de préserver leur souveraineté. Voici deux positions qui peuvent apparaître comme inconciliables et il pourra être extrêmement difficile de lisser ces différences sans quelque sorte d'idéologie pour les unifier (comme le socialisme d'ALBA, par exemple) mais rien ne dit que les pays lusophones et hispanophones ne pourront pas s'entendre. Ils proviennent après tout du même moule civilisationnel et ont déjà démontré dans le passé leur capacité à coopérer de manière pragmatique.

2004 – ALBA

La même année que celle de l'annonce inaugurale de l'Unasur, les pays socialistes de Cuba et du Venezuela ont approfondi leurs liens et formé la base de ce qui allait devenir l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique [*Alianza Bolivariana para los Pueblos de Nuestra América* NdT]. L'ALBA, comme on allait bientôt l'appeler le plus souvent, allait finir par rassembler la Bolivie (2006), le Nicaragua (2007), l'Équateur (2009) et une série d'îles des Caraïbes unies sous la bannière de la résistance socialiste à l'unipolarité hégémonique des USA. Le cri de ralliement de l'ALBA est motivant pour nombre de gens en Amérique latine, mais l'organisation apporte plus qu'une solidarité idéologique.

Le Venezuela constitue le cœur de cette proposition d'intégration et apporte son soutien aux économies des pays membres des Caraïbes sous la forme de subventions en exportations pétrolières qu'il leur livre selon l'accord [Petrocaribe](#) signé en 2005. D'autres pays non-membres du cadre de l'ALBA, tels que le Belize ou le Guatemala sont également membres de Petrocaribe, qui constitue le *Soft Power* vénézuélien mais reste fragilement dépendant de la stabilité interne du pays, lui-même sujet aux assauts de type guerre hybride. Voici deux vues cartographiques décrivant les zones ALBA et Petrocaribe :



FIGURE 3.2 – Alba

Alors que la pression infligée au Venezuela par les USA sous forme de guerre hybride continuera de s'accroître dans le futur, il est très probable que le pays soit amené à couper ses subventions pétrolières via l'accord Petrocaribe, ce qui pourrait l'amener à perdre certains des *amis* qu'il a « *achetés* » au travers de cet accord. Il ne faut pas considérer comme acquise l'affinité idéologique des pays membres de l'accord Petrocaribe envers Caracas ; un certain nombre de ces pays pourraient rapidement se tourner vers Washington une fois le robinet de pétrole vénézuélien coupé, mettant à nu le côté illusoire et fantasmatique des volontés d'influence idéologique profondes de Caracas.

Venezuela's oil diplomacy

Petrocaribe is an agreement under which Venezuela provides oil to partner nations. Seventeen countries in Latin America and the Caribbean receive shipments under preferential repayment terms through the deal. Last year, Venezuela sent those countries more than 240,000 barrels a day of crude and refined petroleum products.

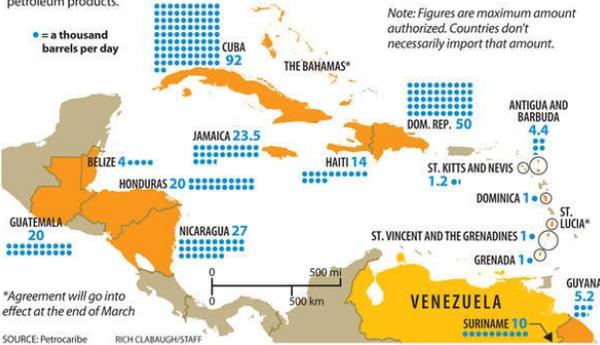


FIGURE 3.3 – Petrocaribe

Nulle volonté ici de ridiculiser l'accord Petrocaribe, il s'agit ici d'indiquer qu'il ne faut pas le voir comme un indicateur fiable d'une influence vénézuélienne sur la région. ALBA constitue un déterminant beaucoup plus fiable de cette influence mais cette dernière organisation — tout inspirante idéologiquement et symbolique qu'elle soit — connaît des difficultés importantes en raisons de divisions géographiques qui compliquent la tâche de ses membres pour coopérer entre eux. Chaque pays sud-américain (Venezuela, Équateur, Bolivie) connaît en ce moment ou a subi régulièrement des déstabilisations de type guerre hybride soutenues par les USA, même si celles-ci n'ont été que des *sondes* visant à identifier les faiblesses structurelles et que les réponses n'ont pas été *le gros truc* comme l'EuroMaidan l'a été pour l'Ukraine.

2009 — BRICS

Le premier sommet BRIC s'est tenu en 2009 et a constitué un pas de géant vers une multipolarité mondiale. La création des BRIC, cette fondation institutionnelle reliant le Brésil aux pilotes géopolitiques que constituent la Russie et la Chine, (renommée plus tard en BRICS pour refléter l'adhésion de l'Afrique du Sud en 2010) allait jouer un grand rôle dans la présentation du géant sud-américain sous les feux de la rampe mondiaux, mettant en évidence ses ambitions pour le XXI^e siècle. Cependant, si les BRICS ont eu un résultat positif sur la réputation du Brésil, l'organisation n'a pas apporté de bénéfices concrets au pays au delà de sa participation au développement embryonnaire de structures monétaires et financières alternatives qui espèrent un jour remplacer leurs homologues occidentales.

Il s'agit d'un avantage compétitif en soi mais celui-ci va prendre du temps pour monter en puissance et apporter des fruits concrets au pays. Le Brésil ne reçoit guère de bénéfices de son appartenance au groupe des BRICS au-delà de cette carte qui pourrait changer le jeu à long terme, si l'on exclut les accords symboliques qui ont été actés avec les autres membres. Le groupe des BRICS a apporté beaucoup plus de gains à la Russie et surtout à la Chine par rapport au Brésil, leur permettant de mettre le pied dans la porte en Amérique du sud. L'auteur n'essaye pas de se montrer négatif sur les BRICS et pense, au contraire, que leur organisation et leur continuité est une étape positive mais parfois il faut se prononcer sans détours sur les organisation proclamées *au niveau divin* et décrire la réalité de leurs inconvénients, que tout analyste sérieux devrait prendre en compte.

Dans le futur prévisible et aussi longtemps que le Brésil restera contrôlé par l'oligarchie soutenue par les USA — qui a renversé *constitutionnellement* le dirigeant élu — on ne peut pas prédire que les BRICS produiront une quelconque efficacité multilatérale en Amérique du Sud mais les retombées des bénéfices bilatéraux

entre le Brésil et la Chine se feront probablement sentir (quel qu'en soit l'inconfort américain à ce sujet). La Chine a retiré plus de cet accord que n'importe lequel des cinq autres membres, Brésil compris, et la finesse organisationnelle de Pékin l'a aidée à gagner la confiance profonde de la part du Brésil, qui a permis l'annonce de TORR en 2015. On peut, sous un certain angle, voir TORR comme la preuve que les BRICS, la Nouvelle route de la soie et l'IIRSA sont compatibles et conclure qu'il s'agit du projet d'intégration le plus prometteur en Amérique du Sud à ce jour.

2012 – Alliance du Pacifique

Ce bloc de commerce néolibéral et (au départ) aligné sur les USA constitue le pendant structurel du Mercosur estampillé socialiste et (au départ) multipolaire; il compte comme membres le Mexique, la Colombie, le Pérou et le Chili. Le Costa Rica est en cours d'adhésion et il se dit que le Panama envisage de le rejoindre. D'un point de vue géopolitique, l'Alliance Pacifique relie le continent nord-américain (le Mexique) et la côte ouest de l'Amérique du Sud, avec la possibilité d'intégrer également une partie des pays entre les deux, en Amérique centrale. Le Mercosur, d'un autre côté, occupe la moitié orientale de l'Amérique du sud et Petrocaribe, programme du Venezuela qui en est membre, implique une grande partie du bassin caribéen. L'avenir du Mercosur comme du Venezuela n'est pas facile à prévoir alors que l'Alliance du Pacifique garde fermement sa position et voit sa force croître en tant qu'entité économique mondiale.

Le dernier article de notre série décrira la compétition entre l'Alliance du Pacifique et le Mercosur en détail ainsi que divers scénarios mutuels possibles d'intégration en un bloc commercial pan-américain, sous influence unie ou multipolaire. Pour l'instant, le lecteur devrait retenir que l'Alliance Pacifique est l'une des forces économiques produisant le plus de croissance économique et qui offre la perspective de partenariats plus qu'intéressants avec d'autres or-

ganisations d'intégration régionales. Elle courtise déjà des gabarits comme la Chine, la Russie, et l'Inde, apportant la preuve qu'elle pourrait se transformer en acteur international pragmatique malgré sa disposition originelle tournée vers les Amériques. Donc, même si elle peut apparaître pour l'instant comme une menace unipolaire envers la fragile multipolarité sud-américaine, (et plus largement, latino-américaine) elle pourrait en fin de compte renforcer cette dernière si les coopérations adéquates se matérialisent.

3.2 Montée de la Marée rose

Avec le recul, on peut voir cette période comme l'une des plus prometteuses, exaltantes et porteuses d'espoirs dans l'histoire de l'Amérique du sud mais elle a été rapidement retournée par les guerres hybrides des USA et la mauvaise gestion des États. La révolution démocratique socialiste qui balaya alors le continent a commencé avec Hugo Chavez en 1999, atteint sa maturité au milieu des années 2000 alors que d'autres dirigeants sud-américains inclinés vers la gauche remportaient des élections dans nombre d'autres pays. Leurs montées au pouvoir furent aidées par l'aura forte et positive que le Venezuela présentait à tout l'hémisphère, renforcée par une passion idéologique contagieuse et une direction économique-énergétique qui attirèrent les regards de plus d'un électeur de ce pays.

Voici les années d'arrivées au pouvoir des principaux dirigeants de la Marée rose :

- 1999 Venezuela – Hugo Chavez
- 2003 Brésil – Lula da Silva
- 2003 Argentine – Nestor Kirchner (à qui sa femme Cristina succéda en 2007)
- 2005 Uruguay – Tabare Vazquez
- 2005 Bolivie – Evo Morales
- 2007 Équateur – Rafael Correa

— 2008 Paraguay – Fernando Lugo

Au moment où Lugo parvint au pouvoir, l'ensemble du Mercosur était entre des mains socialistes/de gauche, ce qui a poussé l'organisation d'une manière jamais vue à agir de manière semi-unifiée et a également eu pour effet de renforcer la gouvernance du président brésilien du bloc, qui un an après assistait au tout premier sommet BRIC. Les gens se prirent à rêver que l'heure de l'Amérique du Sud était venue et que les USA étaient sur une trajectoire de retraite indéfectible ; et pourtant l'*épisode multipolaire* se montra encore plus court que son précédent unipolaire à cause de contradictions économiques internes des adhérents à la Marée rose qui facilitèrent par inadvertance le terrain pour que les USA viennent replanter la graine du changement de régime par la guerre hybride.

3.3 Le Condor plane de nouveau

La dernière partie de cette histoire régionale de l'Amérique du Sud présente le *phénomène* contemporain du penchant *réactionnaire* à droite de la région. Si l'on se fie uniquement à la description qu'en font les médias dominants, les processus macro-politiques en cours sont simples : « les peuples *ont fini par* se soulever *contre les* démagogues socialistes anti-démocrates [en France, il est de bon ton d'ajouter le terme “*populiste*” NdT] *qui* les gardaient sous leur joug ». Les médias proches des USA n'ont eu de cesse de ternir l'image des dirigeants de la Marée rose, que ce soit au Venezuela, au Brésil ou en Argentine, sous-entendant que ces derniers seraient à 100% responsables de la stagnation et des revers économiques, au cours de la période précédant les manœuvres de déstabilisations à leur égard. L'objectif est de faire apparaître la « *soudaine montée de la droite* » en Amérique du Sud comme rien de plus qu'une réaction populaire démocratique aux échecs de dirigeants socialo-autoritaires impopulaires en place au cours des dix dernières an-

nées ; et même s'il existe des bribes de vérité dans le fait que les gouvernements socialistes sont responsables de leurs propres échecs, d'autres processus sont en cours que les médias dominants refusent de présenter et pour cause, ils en sont partie prenante.

Il est indéniable que le Venezuela, le Brésil et l'Argentine ont subi des troubles systémiques depuis le ralentissement économique mondial de 2008, en particulier dès lors que les matières premières et ressources naturelles consommées par la Chine qui nourrissaient leur croissance effrénée ont connu un ralentissement. On peut comprendre que la réduction des importations chinoises dans ces secteurs ait eu une influence les pays d'Amérique du sud avec lesquels la Chine était le plus reliée et la réaction prévisible en fut qu'ils eurent à faire face à leurs propres défis économiques, ce qui allait encourager l'opposition politique pro-américaine. Cette séquence fut encore aggravée par les échecs économiques de bureaucrates des gouvernements et des compagnies d'État, qui contribuèrent à l'impression que les économies inspirées du socialisme étaient *inévitablement* vouées à s'effondrer, à l'égal de celles du bloc de l'est une génération plus tôt et que le temps était venu pour que des régimes de remplacement soient installés selon le même scénario — de larges révolutions de couleur qui ont marqué le *Printemps des nations* de 1989.

L'indignation populaire constitue un phénomène réel et tangible mais un phénomène qui peut être manipulé habilement par des forces externes, à des fins géostratégiques, en s'appuyant sur l'infrastructure propre au pays ; un pré-conditionnement social et structurel facilite les révolutions de couleur en jouant sur la psyché de la population et en minant l'économie nationale afin de mettre en avant une *prophétie auto-réalisatrice de malheur* qui peut dès lors être utilisée par les ONG et d'autres acteurs autorisés aux fins de capter autant de support populaire que cela se peut et de canaliser ces forces en manifestations de changement de régime. Des techniques sociologiques et de contrôle des foules sont alors appliquées, tout en attisant le brasier de l'hystérie, maximisant la

puissance du mouvement anti-gouvernement en s'appuyant sur les lacunes existantes du parti au pouvoir pour renforcer encore les rangs de ceux qui descendent dans la rue.

Au jour où nous écrivons ces lignes, aucune « *révolution de rue* » n'a suffi à renverser un dirigeant latino-américain, contrairement à ce qui a pu arriver dans des pays afro-eurasiens qui ont pu voir leur dirigeant tomber à l'aune de révolutions de couleur mais ces événements ont établi un *vraisemblable* front public très utile à « *légitimer les coups d'État constitutionnels* » au Honduras, au Paraguay et au Brésil et ont détourné l'attention des subterfuges structurels² mis en œuvre par les USA pour manigancer l'effondrement de l'héritage de Kirchner en Argentine. On les a également vus à l'œuvre dans le déclenchement de désordres sporadiques d'intensités diverses en Bolivie, en Équateur, au Nicaragua et très notablement au Venezuela. L'Opération Condor 2.0 constitue donc une répétition, dans le cadre de la nouvelle guerre froide — de sa première version qui avait été actionnée pendant la guerre froide originelle ; mais face aux dirigeants provocateurs en place, au lieu d'actionner des coups d'État militaires portant étendard des changements de régime, ce sont les révolutions de couleur, les *coups d'État constitutionnels* et les élections lourdement pré-conditionnées qui sont utilisés cette fois en vue de préparer une deuxième vague d'intégration régionale en mode unipolaire.

Voici quatre exemples au cours desquels l'Opération Condor 2.0 a renversé des gouvernements démocratiquement élus et légitimes en Amérique latine ; gardons à l'esprit que le Nicaragua, l'Équateur, la Bolivie et le Venezuela subissent également de temps à autre ce type de déstabilisation, Caracas restant depuis un certain temps sous un état de siège asymétrique permanent, les USA semblant déterminés à évacuer le gouvernement chaviste et à balayer le dernier dirigeant multipolaire d'envergure de l'hémisphère.

2. comme par exemple la déstabilisation économique au moyen d'un fonds vautour

2009 — Honduras

Zelaya perd le pouvoir lors d'un coup d'État hybride « *constitutionnel* »—militaire, au cours duquel les tribunaux le déclarent en soi-disant violation de la Constitution pour avoir voulu organiser un référendum lui permettant de se présenter à une nouvelle élection et ordonnent à l'armée de le renverser. Les USA ont visé le Honduras en premier parce qu'ils voulaient étouffer la Marée rose dans l'œuf et bloquer préventivement sa dangereuse propagation au nord vers le Mexique, ce qui aurait déclenché une crise stratégique de grande amplitude si le Mexique, État voisin du sud des USA, avait soudain basculé à gauche et adopté une trajectoire contraire aux intérêts de Washington.

2012 — Paraguay

Une bagarre mortelle entre fermiers sans terre et policiers sert de prétexte fallacieux à un *coup d'État constitutionnel* préparé à l'avance contre le premier dirigeant de gauche n'appartenant pas à l'établissement de ce pays. Ce pays disposé de manière centrale, tient un rôle clé dans les projets américains de fragmenter le Mercosur et d'ouvrir la voie à une expansion de l'Alliance Pacifique vers l'est ; nous y reviendrons plus longuement dans notre dernière partie intitulée l'« *Affrontement des Blocs* ».

2015 — Argentine

L'héritier politique de Kirchner, Daniel Scioli, a été défait de peu par Mauricio Macri qui gagna sa popularité en prêchant la mise à l'arrêt des politiques économiques du président en exercice, cependant que sa base répandait l'idée que ce programme économique détruisait le pays. Nous avons expliqué plus haut en quoi les carences organisationnelles et managériales de Kirchner n'étaient pas les seuls facteurs de la déroute économique subie par l'Argen-

tine juste avant les élections ; mais la perception encouragée par les USA et leurs alliés médias associés à l'*opposition* en fut que Kirchner était coupable de tout et que son successeur devait impérativement être éloigné du pouvoir. Ce mécanisme fut suffisant pour rebattre les cartes de l'élection en faveur de Macri et lui offrit les *justifications* pour défaire nombre des politiques établies par Kirchner.

2016 — Brésil

Le changement de régime *légal* qui avait eu lieu en Argentine par des moyens électoraux décalant le pays de la gauche vers la droite, inspira l'*opposition* au Brésil qui redoubla ses efforts pour faire tomber Rousseff et occuper les rues avec une passion jusqu'alors jamais vue. Les prétextes de circonstances qui servirent à justifier leur rage furent les résultats serrés des élections de 2014, le ralentissement économique qui avait hypothéqué la croissance économique du pays et le scandale de corruption *Operation Lava Jato* [également connue sous le nom « scandale Petrobras » *NdT*] provoqué par la NSA qui impliqua le président. Le précédent électoral qui venait de se produire en Argentine suffit à convaincre nombre de gens que la même chose pouvait se produire au Brésil mais comme les élections n'auraient lieu qu'en 2018, leurs *manifestations populaires* furent mises à profit par les instigateurs du « coup d'État constitutionnel pour légitimer » leur machination — réussie — de changement de régime.



Chapitre 4

Géopolitique de l'Amérique du sud



Les deux chapitres précédents examinaient les événements et tendances les plus significatifs géo-stratégiquement dans l'histoire

de l'Amérique du Sud, préparant ainsi le lecteur à une meilleure compréhension de la situation géopolitique contemporaine du continent. Les développements que nous allons à présent aborder se basent sur les processus historiques, les initiatives en cours qui pourraient changer la donne et les développements conformes aux prédictions induites par les chapitres précédents.

Les grandes lignes géostratégiques qui sont en train de se mettre en place voient respectivement la Colombie, le Brésil et l'Argentine se positionner comme chefs de file des zones nord, centrale et sud du continent. Par ailleurs, la ligne de chemin de fer trans-océanique¹ (TORR) constitue dans le cadre de la Nouvelle Route de la Soie une entreprise éminemment transformatrice, de nature à bouleverser la géopolitique du continent : elle va permettre au Brésil, membre des BRICS, d'accéder facilement à l'océan Pacifique et constituer une plateforme positive et mutuellement bénéficiaire entre le Mercosur et l'Alliance Pacifique. Les deux alliances, jusqu'alors engagées dans une compétition encouragée par le schéma unipolaire, pourraient vraisemblablement laisser de côté leurs différences artificielles et entrer dans un jeu coopératif dans le cadre du projet chinois « *la Ceinture et la Route*² ».

Des nuances existent dans le tableau général qui influenceront directement sur cette tendance large. Nous allons donc parcourir le continent de manière exhaustive, afin de dépeindre l'importance que chaque acteur porte en lui dans l'une des zones d'affrontement les plus stratégiques de la Nouvelle Guerre froide.

4.1 Présences occidentales

Les États du plateau des Guyanes que sont le Guyana et le Suriname, ainsi que la colonie de Guyane française située dans la même zone géographique, constituent schématiquement des postes

1. Trans-Oceanic Railroad, NdT

2. One Belt One Road, NdT

avancés occidentaux en Amérique du Sud. Le Guyana est une ancienne colonie britannique et le Suriname une ancienne colonie néerlandaise, tandis que leur voisin français reste officiellement sous contrôle de Paris. Ces entités politiques ne sont pas tant des *États* ou des *semblants d'États* que des *villes-États* si l'on considère à quel point les villes capitales de Georgetown, Paramaribo et Cayenne dominent leurs structures respectives. Chacune de ces trois entités reste très fortement connectée au monde unipolaire et chacune reste terriblement sous-développée et à peine peuplée. Le seul vrai avantage stratégique qu'elles présentent réside en ce qu'elles sont situées à proximité de réserves énergétiques en mer et en ce qu'elles offrent à leurs partenaires étrangers une présence dans cette zone de l'océan Atlantique et sur la côte de la *Grande Caraïbe* (si l'on veut la repenser en tant que telle).

On estime que les zones de jungle de chacun de ces États regorgent d'innombrables ressources naturelles mais ces régions restent sous-exploitées et à peine explorées. Parallèlement, si des efforts concertés étaient entrepris pour consolider la présence de l'État dans ces étendues et si les zones frontalières étaient ouvertes à l'exploration étrangère, il deviendrait possible pour les USA, le Royaume-Uni et/ou la France de construire des équipements de style radar ou autre pour surveiller le gigantesque espace aérien brésilien que constitue l'Amazonie. Si une telle possibilité venait à se manifester, il s'agirait d'un événement géostratégique significatif, en ce que ces trois présences occidentales prendraient une importance continentale en sus de leur présence maritime présente. Au plus fort de leur potentiel, ces entités n'exerceront jamais d'influence majeure sur les affaires sud-américaines mais leur simple existence constitue déjà autant de « *têtes de pont* » facilitant une présence continentale directe ou indirecte à des États unipolaires plus étendus, plus puissants et plus riches situés en d'autres zones.

Une parfaite illustration en est le différend territorial vénézuélien-guyanaïen. En résumé, Caracas revendique presque 40% du Guyana, dont sa zone maritime où l'on a découvert il y a peu de grandes

quantités de pétrole. Washington, comme on pouvait s'y attendre, s'est rangée du côté de Georgetown et, même si la situation n'en est pas encore venue à ces extrémités, les USA pourraient toujours envoyer des vaisseaux de l'armée soutenir les revendications de son allié si les choses *venaient à s'envenimer*. Le Venezuela comprend cela et s'est par conséquent montré très prudent quant aux actions physiques qu'il prend pour étayer ses revendications. Caracas ne veut surtout pas offrir un prétexte à un déploiement de vaisseaux de guerre américains aux abords de sa côte Est, car ceci faciliterait grandement une frappe militaire surprise de la part des USA.



FIGURE 4.1 – Les trois États relevant de la présence occidentale en Amérique du sud : Guyana, Suriname, et Guyane française

4.2 Les triangles vénézuéliens

Le détail clé qui marque l'attention des observateurs de la région est le rôle de pivot structurel que joue le Venezuela caribéen

et sud-américain dans l'intégration résistante trans-régionale, au travers d'ALBA et de Petrocaribe. Il rassemble en effet d'un côté le triangle caribéen Cuba-Nicaragua-Venezuela et en miroir le triangle sud-américain Venezuela-Équateur-Bolivie [Voir carte 4.2], ajoutant une couche stratégique aux raisons qu'ont les USA de tant vouloir déstabiliser ce pays positionné de manière si unique et cruciale. Comme on peut le voir au travers de la guerre hybride qui fait rage sans interruption contre ce pays, le renversement du gouvernement bolivarien du Venezuela serait un coup mortel pour ALBA et Petrocaribe, qui se répercuterait sur les derniers tenants de la multipolarité dans l'hémisphère et ferait de leur rétablissement un énorme défi.

4.3 La « *Grande-Colombie* » est de retour

L'allié historique des USA en Amérique du sud s'apprête à redevenir un centre de pouvoir si il parvient à mettre fin à l'insurrection des FARC et à entretenir le complexe processus de paix. La Colombie présente une importance géostratégique irremplaçable, en sa qualité d'État bi-côtier (Pacifique et Mer des Caraïbes/Atlantique) disposant d'un fier quoique bref historique de dirigeant régional. On se souvient de la période 1819-1831 comme moment d'apogée de Bogota, à l'époque où les États contemporains de Colombie, d'Équateur, du Vénézuéla et du Panama était unis en ce que les historiens ont appelé *Grande-Colombie* ; et on peut prévoir que la Colombie essaiera de déployer à nouveau ses ailes si sa situation intérieure se stabilise. Nul n'anticipe que la Colombie envahirait ses voisins d'aujourd'hui, anciens membres de son ancienne sphère mais on peut penser que le pays utilisera des méthodes créatives post-modernes pour étendre son influence sur cette zone.

Le Vénézuéla, par exemple, est en état de crise permanente à cause de la guerre hybride supportée en arrière par les USA et si Washington devait réussir à faire

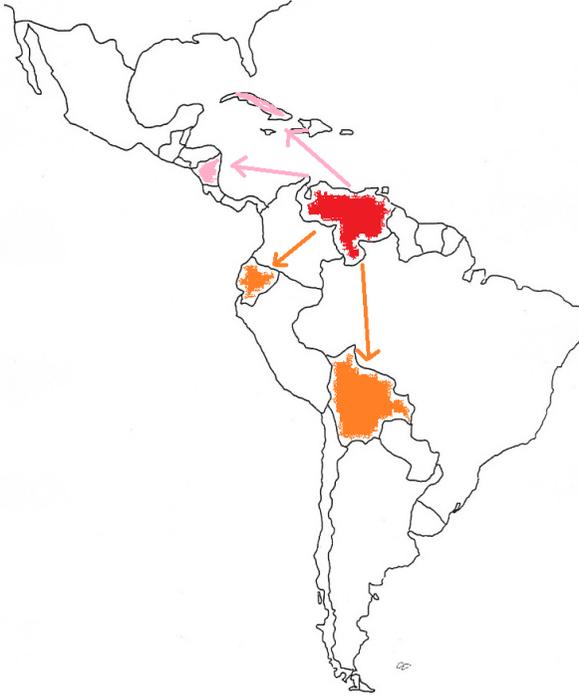


FIGURE 4.2 – Les triangles vénézuéliens

tomber le gouvernement de Caracas, il est probable que les nouvelles autorités penchées vers l'occident essaieraient de raccommoder leur histoire récente, faite de relations tendues et de rapprocher les deux États.

Voilà qui se jouerait à l'avantage décisif de la Colombie : le pays dispose déjà d'une économie moderne et développée et constitue l'un des principaux acteurs de l'Alliance Pacifique. Il pourrait donc projeter son influence économique sur le Vénézuéla, lui-même membre

du Mercosur (en tous cas si ce pays ne s'est pas d'ici-là fait éjecter du groupe commercial que constitue le Mercosur par ses « *partenaires* » de droite). En outre, la main d'œuvre bon marché que l'on trouvera à profusion au Vénézuéla dans l'hypothèse d'un changement de régime et de la *libéralisation* économique qui s'ensuivrait, pourrait profiter aux investisseurs colombiens, tout comme les réserves énergétiques de classe mondiale que détient le Vénézuéla. Du point de vue de la Colombie, la conjugaison de son propre talent économique et du dynamisme induit par une main d'œuvre vénézuélienne bon marché, couplés à des réserves de ressources naturelles pourraient aider Bogota à se muer en acteur régional puissant, soulevant l'intérêt des grandes puissances à travers le monde.



FIGURE 4.3 – La « grande Colombie »

Pour ce qui concerne le Panama, la Colombie n'a pas de projet d'extension d'influence aussi attrayant que pour le Vénézuéla. Les panaméens sont fiers de leur sécession — soutenue par les USA — de la Colombie et peu enclins à revenir sous l'influence de Bogotá, ce qui pourrait devenir inévitable si leur pays rejoignait l'Alliance Pacifique. Quoi qu'il en soit, le Panama restera probablement un État mandataire aligné sur les USA à cause du canal de Panama, tant Washington tient à garder la mainmise sur cette voie navigable essentielle. Il est tout aussi peu probable que l'Équateur ne tombe sous le joug colombien, même si ce ne sera pas faute d'avoir essayé de la part de Bogotá. L'Équateur, comme le Panama, est très fier de son histoire séparatiste de la Colombie (le Vénézuéla l'est également, mais la population penche de plus en plus à droite et est plus encline au *compromis* là-dessus en pensant à une *collaboration économique-stratégique* en cas de changement de régime) et s'est toujours débattu de toute influence trop prononcée de la part de ses voisins. Il est plus que probable que l'Équateur fera tout son possible pour conserver son indépendance stratégique, tout en devenant l'objet d'une compétition féroce entre une nouvelle *Grande-Colombie* et la nouvelle forme larvée de confédération péruvienne-bolivienne.

Le dernier commentaire qu'il reste à énoncer sur la tentative de retour de l'acteur géopolitique *Grande-Colombie* est que celle-ci pourrait également prendre une forme trans-régionale, voyant Bogotá s'impliquer bien d'avantage dans les affaires centre-américaines. La déception du Nicaragua d'avoir été désigné comme perdant par la Cour de Justice Internationale dans le dossier colombien de San Andrés y Providencia et d'autres atolls proches pourrait évoluer en une situation ressemblant à celle de la mer de Chine. Même si ce n'est pas le cas, l'emplacement de ces territoires, juste au bout du canal du Nicaragua construit par la Chine, pourrait donner à Bogotá un avantage stratégique pour interférer ou surveiller ce point de passage maritime pour le compte unipolaire des USA. En outre, la croissance économique de la Colombie fait qu'elle va devenir un

jour ou l'autre un partenaire commercial plus important pour les pays d'Amérique centrale, l'amenant potentiellement à entrer en compétition avec le Mexique, son allié dans le cadre de l'Alliance Pacifique. La compétition entre ces deux pays peut être menée de manière amicale voire multilatéralement bénéficiaire mais en même temps, un dilemme stratégique pourrait amener ces deux pôles à se disputer l'influence hégémonique sur la région. Pas de conflit au sens traditionnel du terme, bien sûr, mais assez pour perturber l'unité symbolique du bloc économique, et pourquoi pas pousser le Mexique à rechercher des relations commerciales plus fiables en Asie en cas de *retraite* ou pour pousser la Colombie à redoubler d'efforts pour prendre l'ascendant sur le Vénézuéla.

4.4 (De nouveau) le jumelage Pérou et Bolivie

La confédération péruvien-bolivienne fut une construction géopolitique éphémère qui sembla tomber dans l'oubli après que le Chili intervienne militairement et l'ait dissolue mais TORR, le projet chinois, marque l'opportunité de rapprocher les deux voisins andins comme jamais auparavant mais cette fois de manière informelle, ce qui marque la différence avec le rapprochement juridique d'il y a presque deux siècles. La Bolivie et le Pérou partagent les mêmes racines civilisationnelles inca et dépendent chacun fortement de l'autre dans les conditions géopolitiques contemporaines. La Bolivie, pour compenser l'annexion par le Chili de son département littoral à l'issue de la guerre du Pacifique veut un accès sécurisé et fiable à la mer, que propose le port péruvien d'Ilo, qui constitue le terminus de TORR. Les intérêts du Pérou sont complémentaires de ceux de la Bolivie puisque Lima veut disposer du chemin le meilleur marché et rapide vers le port de Santos, à l'autre bout de TORR et juste à côté de Sao Paulo.

Si TORR ne traversait pas la Bolivie pour relier le Brésil au Pérou, le projet aurait été terriblement onéreux à construire et au-



FIGURE 4.4 – Pérou, Bolivie, et tracé du projet de chemin de fer TORR

rait dû contourner la longue frontière ouest du Brésil, ajoutant de nombreux kilomètres et de nombreuses années de construction à sa réalisation. C'est une chance historique et géostratégique que la Bolivie ait été intégrée au projet, faisant d'elle un maillon essentiel de TORR et apportant un dynamisme inédit à son intégration avec le Pérou, ce qui pourra amener à un retour de fait de la confédération péruvienne-bolivienne. Cette entité politique porte des promesses immenses et pourrait devenir un acteur puissant à l'avenir, à condition qu'elle résolve ses deux plus grandes contradictions internes. Le Pérou est membre de l'Alliance Pacifique alors que la Bolivie s'apprête à rejoindre le Mercosur et quelles que soient les affinités de Lima avec les principes commerciaux néolibéraux, Sucre reste attachée au socialisme et aux principes de gauche. Il se pourrait, ironiquement, qu'à cause de ces différences, ces deux pays ne se rassemblent jamais en confédération mais gardent le statut d'États

partenaires, un peu comme la relation qu'a adoptée la Russie avec ses alliés post-soviétiques de l'Alliance Eurasiatique.

Les différences stratégiques entre les deux États, si elles empêchaient une intégration politique formelle entre eux, pourraient constituer un avantage caché, les poussant sur la voie de nouveaux partenariats internationaux à l'image de ceux inaugurés en Eurasie par la Russie avec ses alliés de l'Union Eurasiatique, ou comme entre la Russie et la Chine. Voilà qui serait beaucoup plus soutenable et avantageux pour le Pérou et la Bolivie : ils disposeraient d'une voix plus forte pour négocier face au Brésil et cela dissiperait également les craintes géopolitiques régionales qui avaient surgi au moment où les deux pays s'étaient unifiés il y a environ deux cents ans (craintes qui avaient amené à une intervention étrangère qui avait finalement dissout l'unification). Il n'y avait pas tant de possibilités en termes de partenariat Pérou-Bolivie avant TORR mais au siècle de la nouvelle route de la soie, la Chine s'emploie à créer des opportunités d'intégration régionale par le biais de ses projets d'infrastructure que l'on pouvait croire irréalisables ou historiquement dépassés ; en pratique ils changent la nature même des enjeux géopolitiques sud-américains.

4.5 L'égalisateur équatorien

L'État côtier s'étend entre ses deux grands voisins : Colombie et Pérou ; l'histoire du pays est parsemée de conflits et de rivalités avec ces voisins, événements qui ont eu pour effet de renforcer toujours plus la très forte identité nationale équatorienne. On peut prédire, dans un futur où la Colombie sûre d'elle-même et le Pérou serait plus orgueilleux, que ces deux pays tenteraient d'augmenter leurs influences régionales en revenant marcher sur leurs plates-bandes historiques, que l'Équateur se trouverait pris en tenaille entre ces deux centres de pouvoir historiques et se verrait forcé de faire un choix entre eux. Ni Bogotá, ni Lima ne pensent pouvoir intégrer les

équatoriens dans leur sphère d'influence mais chacun pourrait vouloir surpasser l'autre en établissant en Équateur une présence plus robuste. D'une certaine manière, le retour conjoint d'une *Grande-Colombie* post-moderne et d'une confédération péruvien-bolivienne pourrait amener les deux partenaires de l'Alliance Pacifique à une concurrence l'un envers l'autre quant au pays qui les sépare, exactement comme cela est arrivé dans le passé.

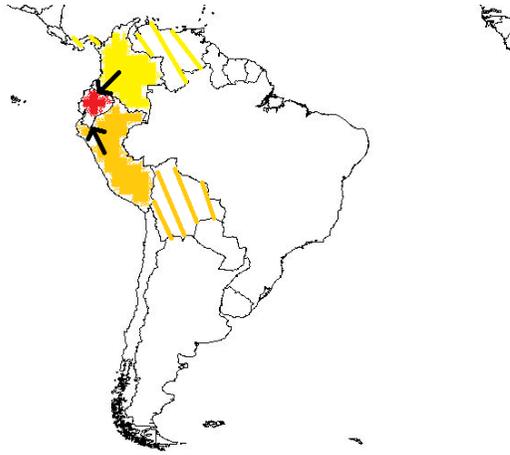


FIGURE 4.5 – L'Équateur

L'Équateur pratique de nos jours le commerce de manière pragmatique avec ses deux voisins néolibéraux, quoi qu'il soit lui-même adepte d'une économie plus socialisante et membre du groupe ALBA sous la houlette du Vénézuéla. Le pays est également très proche de la Chine et est vu par certains comme avant-poste de Pékin sur le continent, ce qui est à tout le moins singulier dans la mesure où la monnaie officielle de l'Équateur reste le dollar américain. Tout ceci démontre à quel point l'Équateur travaille à diversifier ses politiques qui consistent à ne pas se cacher derrière son petit

doigt pour collaborer avec ses voisins néo-libéraux, par pure nécessité pragmatique, tout en restant idéologiquement attaché aux principes socialistes de la révolution bolivarienne.

Pays multipolaire très proche de la Chine en termes économiques et énergétiques, le pays continue d'utiliser le dollar comme monnaie nationale, héritage de sa situation structurelle précédente sur lequel il serait à présent quasiment impossible de revenir sans s'auto-infliger des dégâts importants.

L'Équateur a ainsi une tendance naturelle à l'équilibre, intimement liée à son identité géopolitique, acquise en survivant à la prise en tenaille entre la Colombie et le Pérou depuis presque deux cents ans. On peut s'attendre, conformément aux analyses qui précèdent, à ce que le pays poursuive cette politique si ses voisins tentent de s'affirmer mais tout dépend également de la survie de la stratégie d'indépendance du pays après la fin de l'ère Correa. Ce dernier, socialiste, a atteint la limite constitutionnelle de deux mandats et les élections à venir en février 2017 constitueront une opportunité de choix pour les USA de lancer une offensive de guerre hybride visant à orienter les résultats à leur avantage unipolaire. Si l'Équateur devait tomber, il se verrait probablement condamné à la servitude économique et à l'insignifiance géostratégique à moyen terme mais si au contraire il tient et surpasse les menaces, il peut prospérer comme égalisateur stratégique entre ses voisins colombien et péruvien membres de l'Alliance Pacifique.

[Note de Traduction : Les élections de février 2017 ont été remportées sur le fil par Lenín Moreno, précédemment vice-président du pays et membre du même parti PAIS Alliance que le président sortant. Pour autant, ce président a pris nombre d'actions réalignant son pays sur l'axe géostratégique des intérêts américains³]

3. Voir en annexe, du même auteur, l'article publié en août 2018 **Équateur : un Lénine de pacotille**

4.6 La dominance brésilienne

Le Brésil a le potentiel de se lever en tant que puissance dominant l'ensemble de l'Amérique du sud. Sa population immense lui donne des capacités de consommation et de production incroyables et le pays est extraordinairement bien pourvu en ressources naturelles. La forêt amazonienne dispose de richesses cachées inédites et le vaste arrière-pays de Cerrado s'est récemment transformé en plateforme agricole prometteuse. Le Brésil dispose, en outre, d'importantes réserves pétrolières et gazières sous-marines. Sur un plan régional, le pays dirige l'alliance du Mercosur et est impliqué dans nombre des réseaux de l'Initiative d'Intégration de l'Infrastructure de la Région Sud-Américaine (IIRSA). C'est au cours de l'an passé [en 2016–2017, *NdT*] que le Brésil a révélé son désir de devenir le chef de file du continent de dépasser ses limites géopolitiques en devenant partie prenante de TORR, l'ambitieux projet chinois et en jouant le rôle de fer de lance dans l'établissement de la route commerciale au travers des Andes jusque l'Océan Pacifique.

Mais l'histoire nous montre que les voisins du géant brésilien sont inquiets quand il monte trop haut et qu'il veut exercer le pouvoir et la volonté de pouvoir de Brasília soulève la méfiance de la part d'autres pays hispanophones du continent. Cela avait semblé changer avec l'avènement du Mercosur et la Marée Rose, mais maintenant que l'Opération Condor 2.0 est en plein vol, les méfiances pourraient revenir à grande vitesse et compromettre la montée (influencée par le monde unipolaire de droite) du Brésil. Mais pour autant et indépendamment de qui tient la barre à Brasília, il est indéniable que le pays est lancé vers l'avant au travers de TORR, qui révolutionne totalement les enjeux géopolitiques du continent, en réalisant le mariage du Brésil avec l'État de Bolivie et le terminus portuaire du Pérou. La signification de ceci est que les avènements géostratégiques des trois pays se retrouvent connectés entre eux et de plus en plus dépendants les uns des autres. Tout l'objet de TORR est de permettre à la Chine et au Brésil de com-

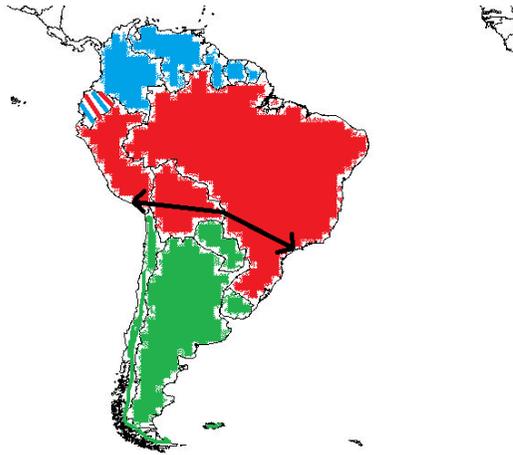


FIGURE 4.6 – TORR : un projet de connectivité majeur

mercier l'un avec l'autre plus facilement, plus rapidement et moins cher, avec des retombées commerciales positives pour la Bolivie et le Pérou qui disposent de positions clés sur cette route.

S'il parvient à son terme, le projet TORR sera la première ligne de chemin de fer transcontinentale à être construite en Amérique du sud et fera en pratique entrer le Pérou et la Bolivie dans la sphère d'influence brésilienne. Cette rupture géopolitique rediviserait le continent en trois zones latitudinales, chacune avec son chef de file régional. La zone nord verrait la *Grande Colombie* comme État de premier plan ; la zone centrale aurait le Brésil comme premier de cordée ; et l'Argentine constituerait l'État le plus fort de la zone sud. De toute évidence, le Brésil est le seul acteur capable de projeter sa puissance à l'échelle du continent et de rapprocher l'Alliance Pacifique (dont la Colombie et le Pérou sont membres) et le Mercosur (dominé par le Brésil sur tous les aspects pratiques, l'Argentine y jouant le second rôle). De la même manière, TORR est le seul

instrument d'infrastructure qui peut réaliser ces rapprochements d'une manière multilatérale et mutuellement bénéficiaire. Il reste possible que les USA fassent usage de leur influence en Colombie et plus récemment en Argentine pour développer une stratégie de sape de la route de la soie sud-américaine.

4.7 États charnières

Quatre pays pourraient pencher d'un côté ou d'un autre entre les trois « blocs » stratégiques. Du nord au sud, les voici :

Vénézuéla

Le pays qui a vu naître la révolution bolivarienne subit de graves menaces de changement de régime de par la guerre hybride sans fin que lui imposent les USA. Si Maduro ou ses successeurs choisis peuvent persévérer dans le modèle chaviste, le pays résistera à la *Grande Colombie* et restera le poste avancé le plus fort du monde multipolaire dans l'hémisphère occidental, facilitant également à ses partenaires des deux triangles de l'ALBA la tâche de résister un peu plus longtemps aux offensives asymétriques qui les visent. Si Caracas devait tomber, le pays finirait probablement par se faire incorporer à la sphère d'influence de la *Grande Colombie* qui augmenterait les chances que l'Équateur subisse le même sort.

Équateur

Si le pays reste indépendant et poursuit son jeu d'équilibre entre la Colombie et le Pérou, il ne rencontrera pas de problème majeur, mais si l'un ou l'autre de ses deux grands voisins l'emporte sur son rival, la compétition par mandataire interposé pourrait devenir tellement importante que le Brésil, allié du Pérou, mettrait son poids derrière l'officieuse confédération péruvio-bolivienne, cependant que l'allié mexicain de la Colombie en ferait autant vis

à vis de la nouvelle « *Grande Colombie* ». Voilà qui constituerait l'étincelle d'un scénario intéressant où les deux plus grands pays d'Amérique latine et les grandes puissances les plus influentes s'engageraient dans une lutte par mandataires interposés dans ce coin stratégique d'Amérique du Sud. Même si ce scénario dramatique n'était pas joué, l'Équateur pourrait rester au cours du XXIème siècle un théâtre de compétition entre la Colombie et le Pérou, tout comme l'Uruguay a tenu ce rôle entre le Brésil et l'Argentine au cours du XIXème siècle, avec toutes les retombées pour une guerre civile prolongée que cela put impliquer.

Paraguay

Ce pays enclavé se méfie autant de l'Argentine que du Brésil, depuis la guerre de la triple alliance qui a constitué un génocide envers sa population ; le Paraguay a toujours essayé de rester indépendant entre ces deux voisins en préservant ses intérêts. C'est le Paraguay qui fut le premier succès de l'opération Condor 2.0, le président légitime Fernando Lugo, démocratiquement élu ayant été renversé lors d'un *coup d'État constitutionnel* en 2012, ce qui a affublé ce pays du statut de *marginal* et l'a transformé en objet de colère et de méfiance pour ses deux grands voisins jusqu'à ce jour.

Le Paraguay hésite à se rapprocher du Brésil par peur de voir les propriétaires terriens brésiliens lusophones, qui ont apporté des investissements au nord est, reproduire un jour le *scénario d'Acre* en poussant à une annexion de la zone frontalière où sont situées leurs terres, comme ils l'avaient fait aux dépens de la Bolivie au tournant du siècle dernier. Quant à l'Argentine, les paraguayens, fiers de leur pays, n'ont pas oublié qu'il lui a fallu des dizaines d'années avant de reconnaître leur pays comme indépendant et de renoncer à ses prétentions territoriales inexprimées qui considéraient le pays comme *région rebelle*. Les paraguayens ont bien compris que trop dépendre de l'Argentine pour contre-balancer le Brésil pourrait être tout aussi dommageable à la souveraineté de leur pays.

On trouve des arguments solides des deux côtés quant au rapprochement du Paraguay avec un de ses voisins. Asunción est évidemment sensible à la perspective d'exporter ses produits agricoles plus facilement et moins cher vers la Chine au travers de TORR, à condition bien sûr qu'une extension du réseau ferré puisse rejoindre le pays et que le Paraguay puisse rejoindre cette route de manière fiable, que ce soit via le Brésil ou la Bolivie.

De l'autre côté, les exportations du Paraguay se font principalement vers le Brésil, la Russie, le Chili, la Hollande et l'Italie et ses importations proviennent en grande partie du Brésil, de Chine, d'Argentine, des USA et du Chili, ce qui signifie que la plus grande partie de ses échanges sont menés soit avec ses voisins, soit — à l'exception de la Chine — en traversant l'océan Atlantique à l'est, ce qui suppose que les marchandises transitent par bateau en traversant le Paraguay et le fleuve Paraná qui débouche dans l'océan sur le territoire argentin.

Le Paraguay, petit pays, disposerait d'un marché potentiel virtuellement infini s'il se rapprochait de TORR par le Brésil et exportait d'avantage vers la Chine mais le principal obstacle à cela est qu'Asunción reconnaît Taipei et non Pékin, comme *gouvernement légitime* de la Chine Unie. Il est peu probable que la République populaire récompense le pays, aussi attrayantes soient ses denrées agricoles, par un accès au marché chinois. On peut donc s'attendre à voir le Paraguay se ranger aux cotés de l'Argentine en vue d'établir des routes commerciales avec ses partenaires côté Atlantique et abandonner l'accès à la route de la soie via son voisin brésilien du sud.

Chili

Le dernier des États charnières est le Chili qui est peut être le plus remarquable en ce qu'il n'appartient pas vraiment à la zone

centrale ou sud, surtout pour des raisons historiques et économiques uniques. Sa situation géographique le relierait plutôt à la zone sud mais presque aucun pays de cette zone ne figure parmi les partenaires d'échanges importants pour le Chili ; l'observatoire de la complexité économique fait état de la Chine, des USA, du Japon, de la Corée du Sud et du Brésil comme zones d'export privilégiées et, côté importations, de la Chine, des USA, du Brésil, de l'Allemagne et enfin de l'Argentine. Cette situation singulière, qui voit le Chili nettement plus lié à ses partenaires trans-océaniques qu'à ses voisins continentaux est un héritage de ses politiques persistantes d'ouverture de ses marchés, qui ont attiré les partenariats à l'échelle du monde depuis l'indépendance du pays. Quoique voisin proche de l'Argentine et membre des mêmes réseaux de développement au sein de l'IIRSA, la concurrence et la rivalité entre les deux pays sont pour beaucoup dans leur réticence réciproque à établir des relations économiques solides.

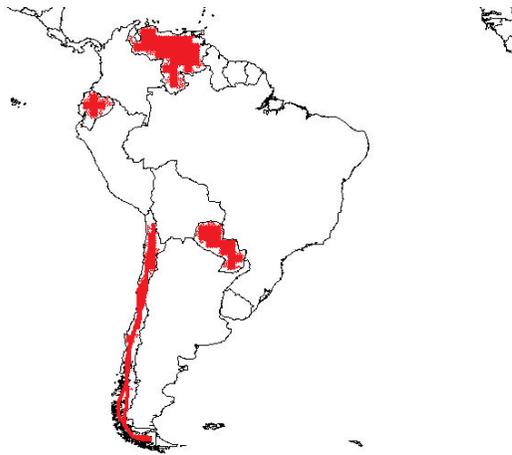


FIGURE 4.7 – Les États pivots du continent

Au vu de la déconnexion du Chili avec la zone sud et son manque d'enthousiasme à développer des relations approfondies avec l'Argentine, on pourrait supposer que cela rend le pays naturellement plus proche de la zone centrale mais ce n'est pas non plus forcément le cas. Tout d'abord, s'il est vrai que le Chili pourrait en principe approfondir son partenariat d'import/export existant avec le Brésil en vu de « *contrer* » les velléités de dominance argentine sur la zone sud, quelques limites géographiques et pratiques font que, pour des raisons de pragmatisme, le pays n'ira pas jusqu'à sacrifier ses intérêts propres. De plus, malgré une proximité géographique indéniable avec TORR, le Chili a une histoire compliquée avec le Pérou et encore plus la Bolivie, ce qui vient nettement freiner tout développement de relations avec ces deux pays de la zone centrale. Souvenons-nous que la guerre du Pacifique s'est conclu non seulement sur l'annexion par le Chili de terres péruviennes mais aussi et surtout a coûté à la Bolivie son accès à la mer, la condamnant au statut d'État enclavé depuis cette époque.

Pérou et Bolivie ont comme destin de se rapprocher et de coopérer l'un avec l'autre au travers une résurgence post-moderne et informelle de la confédération préuvuvio-bolivienne, en s'appuyant sur les perspectives d'intégration de la nouvelle route de la soie avec TORR, en ressoudant leurs racines civilisationnelles et historiques dans de nombreux domaines. On peut donc s'attendre à ce que ces deux pays fassent rempart face au Chili malgré l'alliance formelle qui lie ce pays au Pérou au travers de l'Alliance Pacifique. Il serait certainement optimal que le Chili entre en coopération rapprochée avec le Pérou, la Bolivie et le Brésil au travers de TORR, mais Santiago pourrait voir ce projet comme une menace à sa propre attractivité économique et entrer en compétition contre cette initiative. Cela viendrait diminuer la probabilité de voir le pays tenter d'améliorer ses relations stratégiques avec les deux membres andins de la zone centrale et ajouterait encore foi à la thèse qui veut que le pays ne s'occupe que de ses propres intérêts individuels (ce qu'il a historiquement fait et qui lui a bâti une réputation négative dans

la région) et fonctionne en pratique comme une zone à lui tout seul.

4.8 La courroie

Maintenant que nous avons évalué la nature des enjeux géopolitiques d'Amérique du Sud, nous pouvons conceptualiser une structure transnationale connue sous le nom de courroie [*Pivot Belt, NdT*]. Cette étendue de territoires comprend l'Équateur, le Pérou, la Bolivie et le Paraguay et contient des représentants de chacune des zones primaires décrites ci-avant. L'Équateur fait partie de la zone nord dont la puissance dominante est la *Grande Colombie* le Pérou et la Bolivie vont probablement étendre leur intégration multi-facettes et sont alignés avec le Brésil dans la zone centrale et le Paraguay est membre de la zone sud et proche de l'Argentine. Ce que nous appelons la courroie est marquée par le noyau Pérou-Bolivie, chacun de ces deux pays résistant à entrer en compétition avec les deux périphériques : l'Équateur et le Paraguay pour des raisons historiques et stratégiques.

L'Équateur, comme nous l'avons vu, s'est déjà trouvé impliqué dans plusieurs conflits face au Pérou pour des différends territoriaux et ses citoyens sont extraordinairement fiers d'avoir conservé leur indépendance malgré leur prise en tenaille entre les deux voisins péruvien et colombien, nettement plus grands et plus forts. Le Paraguay présente des caractéristiques ressemblantes de par le souvenir persistant et indélébile de la guerre de la triple alliance, qui faillit bien anéantir toute la population du pays et amena à la constitution d'une identité inébranlable. La Bolivie ne fut pas partie prenante de cette guerre mais elle s'est battue contre le Paraguay lors de la guerre du Chaco de 1932–1935 et bien que ce conflit ait pris fin il y a près d'un siècle, il continue de hanter les relations entre les deux peuples.

D'un point de vue structurel, la confédération péruvienne-bolivienne (pour rappel, c'est le nom que donne l'auteur non à l'ancienne fu-

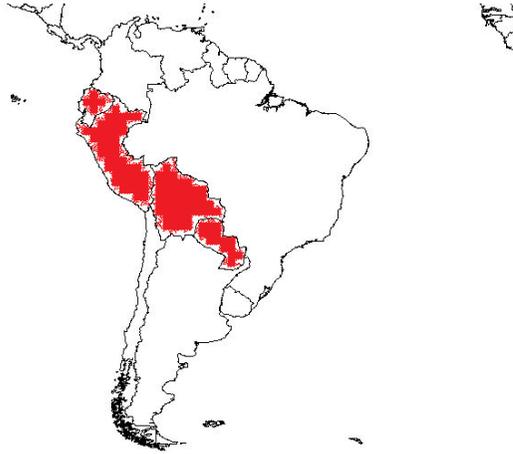


FIGURE 4.8 – La courroie [Pivot Belt]

sion des deux pays mais à leur intégration stratégique multi-facettes en devenir) dispose du dispositif d'intégration en infrastructure du continent que constitue TORR, tandis que l'Équateur et le Paraguay restent des États pivots qui pourraient chacun connecter ou débrancher la zone centrale de ses pendantes au nord et au sud. Ce qui revient à dire que ces deux pays vont gagner une importance stratégique toujours croissante par rapport à notre description ci-dessus. De plus, l'Équateur et le Paraguay pourraient également *abandonner* leurs zones respectives et s'aligner avec la confédération péruvien-bolivienne pour former leur propre espace d'intégration, ce qui constituerait une remise à plat de la donne géopolitique du continent.

La zone nord/caribéenne avec la « Grande Colombie » comme point d'ancrage, inclurait le Vénézuéla, le Guyana, le Suriname et la Guyane française, alors que le Brésil se séparerait et formerait une zone est/atlantique à



lui seul. La nouvelle zone centrale serait notre courroie, alors que la zone sud revue et corrigée serait constituée simplement de l'Argentine et de l'Uruguay. Le Chili, comme nous l'avons vu précédemment, prendrait seul le rôle de zone sud-ouest/Pacifique.

Il apparaît clairement au vu de la carte que la courroie/zone centrale prendra le rôle d'arbitre géostratégique si ses membres réussissent à s'intégrer entre eux. S'ils n'y parviennent pas complètement ou que les résultats pratiques ne sont pas au rendez-vous, il restera le fait que la confédération péruvienne-colombienne constitue le cœur incontestable de tout le dispositif. Si on accepte cette logique géopolitique et que l'on s'appuie dessus, on arrive à la conclusion que la Bolivie constitue le cœur de la *confédération* et en fait, de l'ensemble du continent — dans les sens géographique et stratégique.

4.9 Le noyau continental

Pour poursuivre sur ce dernier point, il ne fait aucun doute que la Bolivie constitue le pays pivot le plus central d'Amérique du Sud. Pour reprendre ce que nous avons déjà décrit, ce pays constitue le centre de la zone centrale « *initiale* » constituée de la Bolivie elle-même, du Pérou et du Brésil. La Bolivie est également un État de transit essentiel pour TORR. Sa proximité géographique avec le Paraguay lui offre une chance de convaincre son voisin enclavé d'entreprendre des relations plus étroites, ce qui pourrait amener ce dernier à *laisser de côté* la zone sud et participer à l'établissement d'une zone centrale modifiée, comme nous l'avons proposé dans la section précédente. Un autre facteur mettant en lumière la position de pivot de la Bolivie est son appartenance à l'alliance multipolaire ALBA et le fait qu'elle ait développé des liens stratégiques avec la Russie et la Chine.

Même si le sort veut que le Vénézuéla succombe à la guerre hybride de changement de régime entreprise par les USA à son encontre (ce qui reste à voir, car cela fait à présent des années que le pays résiste de manière impressionnante aux pressions asymétriques qu'il subit) la Bolivie resterait un avant-poste socialiste au centre du continent, tant que son gouvernement tient bon face aux stratagèmes de l'opération Condor 2.0. Il est avéré que les USA œuvrent à déstabiliser l'État plurinational de Bolivie (son nom officiel) par divers mécanismes de guerre hybride, tel que le support au séparatisme dans la *Media Luna* ; on peut s'attendre à voir ces machinations américaines augmenter à mesure que le pays enclavé gagnera en importance dans l'équation stratégique du continent.

Nous en reparlerons bien sûr en détail dans le profil individuel de guerre hybride infligé à la Bolivie, plus tard dans le cadre de cette recherche mais à ce stade le lecteur se devrait d'apprécier la grande importance que ce pays prend en Amérique du sud et de relier cela avec la loi de la guerre hybride, qui stipule que les pays de transit, facilitant les projets d'infrastructure et les connections

multipolaires transnationales constituent les premières cibles des conflits identitaires menés de l'extérieur par les USA. La Bolivie souscrit à ces critères dans tous les sens du terme, ce qui fait d'elle le plus susceptible des États sud-américains à subir des guerres hybrides en provenance des USA semblables à celles qu'on a vues dans l'hémisphère est. Cela la rend nettement plus vulnérable à un effondrement en guerre civile pré-fabriquée, par rapport aux autres pays du continent, qui pour la plupart ne risquent que des changements de régimes non violents (que ce soit au travers de révolutions de couleurs, de *coups d'États constitutionnels* ou d'élections structurellement pré-conditionnées comme en Argentine).

Le Vénézuéla également court le risque de finir comme victime d'importantes destructions, bien que cela soit pour des raisons totalement différentes. Caracas est la tête de file du mouvement ALBA multipolaire et de son homologue énergétique Petrocaribe et dispose des réserves énergétiques inexploitées les plus vastes le long de la ceinture d'Orinoco.

Les USA ciblent ce pays afin de détrôner le triangle d'alliances vénézuéliennes dans les Caraïbes et en Amérique du sud et également pour prendre possession de l'ensemble des ressources énergétiques du pays, afin d'en priver ses concurrents (dont la Chine) ou pour les utiliser comme moyen de contrôle direct ou indirect contre leur économie. Vu sous cet angle, la guerre hybride des USA contre le Vénézuéla constitue un conflit asymétrique typique du XX^{ème} siècle, mené pour atteindre des fins anciennes alors que la guerre hybride menée contre la Bolivie est d'une nature stratégique qualitativement différente, visant à couper l'intégration de la route de la soie du XX^{ème} siècle pour ce continent.

Même si TORR n'était pas en jeu, la Bolivie continuerait d'occuper une position irremplaçable dans le centre géographique du continent et entre plusieurs voisins importants, soulignant l'attrait préjudiciable que l'école américaine de Brzezinski voit dans ce pays.

Nous avons déjà décrit comment la Bolivie est le pays cœur de la zone centrale mais le lecteur devrait garder en mémoire que ce chantier aurait pu ne pas voir le jour sans les investissements de la Chine dans la nouvelle route de la soie sur le continent. Quoi qu'il en soit, un géo-stratégiste reconnu avait déjà identifié la Bolivie comme à la confluence de ce qu'il décrivait comme les trois systèmes continentaux d'Amérique du sud. Dans l'article de 2014 nommé *Géopolitique du XXI^{ème} siècle dans le système géographique amazonien*⁴ les auteurs citaient les travaux de l'analyste géopolitique espagnol Carlos Badia Malgrida, remontant à 1946, sur *Le facteur géographique dans la définition des politiques sud américaines*⁵ mettant en exergue l'appartenance croisée de la Bolivie aux systèmes géographiques de l'Amazonie, des Andes et du Rio Plata, ce qu'on peut extrapoler comme signifiant qu'elle est susceptible d'être influencée dans ses politiques, respectivement par le Brésil, le Pérou/la Colombie/le Chili et l'Argentine.

Si l'on regroupe dans les pays d'Amérique du Sud selon ces critères géographiques, la carte ressemble à la figure 4.9.

Pour la plus grande part, cela recoupe les tendances actuelles du continent. La première d'entre elles est que le système andin compte tous les membres de l'Alliance Pacifique, additionnés de l'Équateur et la possibilité d'y ajouter le Vénézuéla, aussi bien pour des raisons géographiques — le pays n'est pas éloigné des Andes — et aussi par la prévision que la « *Grande Colombie* » prendrait l'ascendant sur son voisin bolivarien si le gouvernement chaviste venait à être renversé par la guerre hybride des USA. En ce qui concerne le Brésil, il constitue déjà en soi une puissance continentale, ce qui justifie qu'on lui attribue un système en propre, même si celui-ci pourrait se voir ajouter les « *présences occidentales* » évoquées en début d'article et peut-être même le Vénézuéla (aussi bien en termes géographiques et politiques, de nouveau, ce dernier étant conditionné

4. Amazon Geographic System in XXI Century, NdT

5. The geographic factor in South American politics, NdT

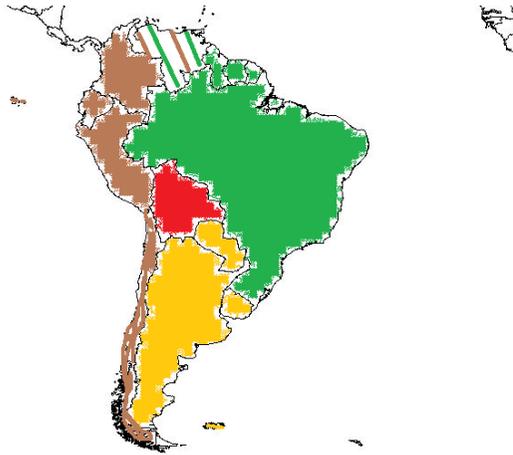


FIGURE 4.9 – Système triple

par sa survie face à la guerre hybride qu'il subit). Enfin, le système du Rio Plata ne s'étend pas physiquement jusqu'à la Bolivie, que ce soit cette rivière elle-même ou celles qui s'y connectent ; mais les plaines des Pampas et du Gran Chaco assurent ce lien, tout comme l'influence argentine sur le centre de gravité du pays (qui est représentatif de la zone sud corrigée moins le Chili).

Cela fait de la Bolivie le noyau géopolitique, géostratégique et géophysique de l'Amérique du sud, soulignant encore à quel point sa stabilité est fondamentale pour l'intégration continentale progressive sous les auspices de l'IIRSA et de l'Unasur. On peut donc dire que la Bolivie est également le noyau géo-intégrationnel indispensable du continent car il est impossible pour les pays d'Amérique du sud de se rapprocher les uns des autres sans incorporer la Bolivie. *A contrario*, la déstabilisation de la Bolivie endommagerait sérieusement les perspectives d'intégration sud-américaines et enverrait des ondes de choc géostratégiques à travers toute la ré-

gion, ce qui, comme nous l'avons vu précédemment, constitue une autre raison irrésistible pour les penseurs de la politique Brzezinski à Washington d'en faire une cible de la guerre hybride.



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/)..

Chapitre 5

L'affrontement des blocs



FIGURE 5.1 – Venezuela — Argentine — Brésil

Le dernier chapitre de cette revue géopolitique sud-américaine consiste en un examen détaillé de ce que l'auteur a nommé « L'affrontement des blocs ». Il fait référence à la compétition encouragée par les USA entre l'Alliance Pacifique et le Mercosur pour prendre les rênes du continent. L'état contemporain de la bataille est très

différent de ce qu’il fut au départ, les rivalités se sont exacerbées et les rôles de part et d’autre semblent être en cours d’inversion de manière intéressante. C’est ce que nous allons voir dans ce chapitre avec l’idée de fond d’étudier les dynamiques géopolitiques des relations Alliance Pacifique-Mercosur de 2012 à fin 2016. Cette étude va nous permettre d’éclairer et de mieux comprendre la stratégie générale américaine vis à vis de l’Amérique du sud ainsi que les opportunités possibles pour l’ordre mondial multipolaire émergent.

La première partie du présent chapitre couvre les généralités structurelles de l’Alliance Pacifique, du Mercosur et de l’Amérique du Sud (tenant lieu de rappel afin que le lecteur ait bien en tête l’image générale) après toutes les analyses spécifiques du chapitre précédent. Dans la suite, nous détaillerons les moments historiques les plus notables de l’*affrontement des blocs* en reliant leur importance vis à vis des objectifs généraux recherchés par les USA. Nous parlerons entre autres des dernières réactions décidées par la Chine, qui ont préservé la fenêtre multipolaire en Amérique du Sud et des conséquences de ces changements sur les plans originels des USA. Pour conclure, nous aborderons l’état des affaires courantes en Amérique du Sud ainsi que l’inversion surprise qui est en train de se produire dans la compétition qui se déroule à l’échelle du continent.

5.1 Fiche d’information conceptuelle

Le schéma global d’intégration régional a progressé de manière impressionnante en Amérique du Sud depuis la conceptualisation d’Unasur en 2004. Les trois étapes fondamentales qui ont rendu possible l’idée d’une consolidation continentale sont la défaite des gouvernements de droite pro-USA dans les années 1980, l’accord de commerce de 1985 entre l’Argentine et le Brésil et la création en 2000 de l’Initiative d’intégration de l’infrastructure de la région

sud-américaine¹. Ces changements ont compté, respectivement, en ce qu’ils ont libéré les pays sud-américains du niveau d’influence le plus fort de la part des USA auquel ils avaient été exposés, réduit les probabilités que la rivalité historique entre Argentine et Brésil ne déstabilise les trois pays qui les séparent (Bolivie, Paraguay et Uruguay) et mis le continent sur la voie d’une intégration transnationale et mutuellement bénéfique des infrastructures. Si chacune de ces trois évolutions n’avait pas eu lieu, l’Unasur n’aurait probablement jamais vu le jour et les perspectives d’intégration continentale se seraient montrées infiniment plus compliquées qu’elles ne le sont à ce jour.

On peut voir l’établissement de deux blocs dominants sur le commerce sud-américain comme une étape institutionnelle vers la consolidation du continent. Le Mercosur fut le premier à voir le jour en 1991 suivi plus de 20 ans après par l’Alliance Pacifique en 2012. Ces deux organisations/institutions peuvent être considérées comme représentatives des intérêts géopolitiques atlantique et pacifique du continent. Au départ, le Mercosur ne comptait que l’Argentine, le Brésil, le Paraguay et l’Uruguay, mais il a été rejoint de manière controversée par le Venezuela en 2012, année où la Bolivie a présenté sa candidature, le groupe l’ayant refusée jusque 2015 (et à ce jour, la Bolivie n’est toujours pas membre à part entière). En résumé, l’ascension du Venezuela — étant survenue peu de temps après la suspension du Paraguay suite à son *coup d’État constitutionnel* de 2012 (nous y reviendrons plus loin dans le présent chapitre) — a présenté des problèmes. Asuncion allègue que cet événement rend irrégulière l’appartenance de Caracas au groupe, d’où la crise politique de la deuxième moitié de 2016 pour savoir si le Venezuela peut légalement prendre la présidence tournante du groupe. L’observateur avisé aura noté que 2012 est justement l’année de la mise en œuvre de l’Alliance Pacifique, comprenant le

1. Iniciativa para la Integración de la Infraestructura Regional Suramericana – IIRSA , NdT

Mexique, la Colombie, le Pérou et le Chili.

Les cartes

En 5.2 figure une carte illustrant simplement la couverture *quasi* totale du continent par les deux blocs, elle montre également que la Bolivie n’est pas encore membre du Mercosur et que le Venezuela en a récemment été suspendu (point qui sera discuté plus loin).



FIGURE 5.2 – Couverture presque complète du continent sud américain par les deux blocs

Comme nous l’avons conclu au chapitre précédent, la Bolivie constitue le cœur géostratégique incontestable de l’intégration sud-américaine ce qui explique que le Mercosur était bien content d’intégrer ce pays. Il faut comprendre le ressenti historique très important qui existe toujours en Bolivie après l’annexion par le Chili de ses territoires en bordure du Pacifique à la fin du XIX^e siècle ; ces ressentiments font que Sucre [*capitale constitutionnelle de la Bolivie, alors que La Paz héberge le gouvernement, NdT*] n’accepterait

jamais de rejoindre la même alliance de libre-échange que Santiago si elle pouvait prendre une autre option (c'est au demeurant ce qu'elle a fait en rejoignant Mercosur) et verrait des réactions de révolte et de changement de régime de la part de sa population si cela arrivait. Souvenons-nous qu'en 2003, alors que le gouvernement de Bolivie avait prévu de vendre son gaz naturel au monde en prenant le Chili comme intermédiaire, les boliviariens étaient tellement furieux qu'ils avaient lancé ce que les médias mainstream avaient appelé la *Guerre du gaz* qui avait elle-même fini par amener à l'élection révolutionnaire du président actuel Evo Morales fin 2005. Il est donc tout à fait sensé de penser que la Bolivie restera durablement plus loyale au Mercosur qu'à l'Alliance Pacifique même si la possibilité existe que le pays se positionne pragmatiquement comme *pont* entre les deux organisations.

C'est d'ailleurs bien ce que la Bolivie essaye de dessiner avec le chemin de fer Transocéanique² qui reliera le pays enclavé à ses voisins brésilien du Mercosur côté Atlantique et péruvien de l'Alliance Pacifique à l'ouest. Gardons à l'esprit que TORR est un projet assez jeune, dont l'annonce ne remonte qu'à 2015 et dont les premiers plans ne traversaient pas du tout la Bolivie qui n'y a été intégrée qu'au deuxième semestre 2016. Il est donc trop tôt pour considérer TORR comme objet d'analyse dans l'extrapolation des objectifs stratégiques des USA dans l'« *affrontement des blocs* » jusqu'à cette date, mais *a contrario* TORR est entré dans le centre de toute analyse à l'échelle continentale menée depuis lors. Pour rafraîchir la mémoire du lecteur, nous avons expliqué dans le dernier chapitre que TORR relie ce qu'on décrivait jusqu'alors comme zone centrale de l'Amérique du Sud. En figure 5.3, une copie de la carte publiée à l'époque pour illustrer le découpage du continent en trois zones géostratégiques.

Il est notable que chaque État membre de l'Alliance Pacifique fait partie d'une zone géostratégique distincte, alors que la plupart

2. Trans-Oceanic Railroad – TORR, NdT

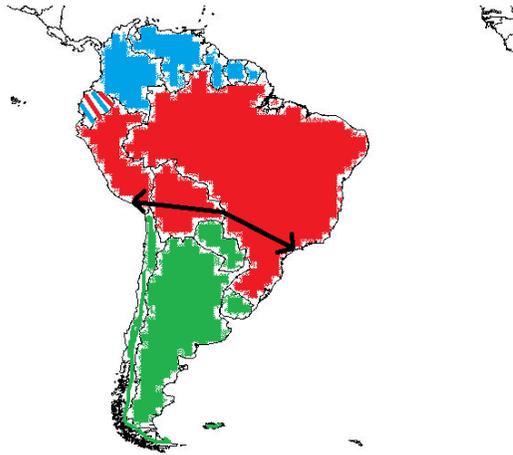


FIGURE 5.3 – Découpage du continent en trois zones géostratégiques

des États membres du Mercosur est concentrée dans le sud du continent. De manière simpliste, on peut identifier comme illustré par la carte 5.4 trois paires de pays qui constituent autant de ponts entre les différences géographiques qui séparent les deux blocs.

5.2 Analyse

L’axe Pérou-Bolivie est actuellement le plus stable et prometteur des trois, évidemment et notablement en raison de la grande et ancienne proximité culturelle de ces deux pays ainsi que de leurs rôles dans le projet TORR. Pour le binôme Colombie-Venezuela, il est peu probable qu’une quelconque intégration entre les deux se produise sauf si le gouvernement chaviste venait à être destitué par la guerre hybride soutenue par les USA — ce qui constitue une raison de plus pour laquelle cette guerre est un facteur crucial par les

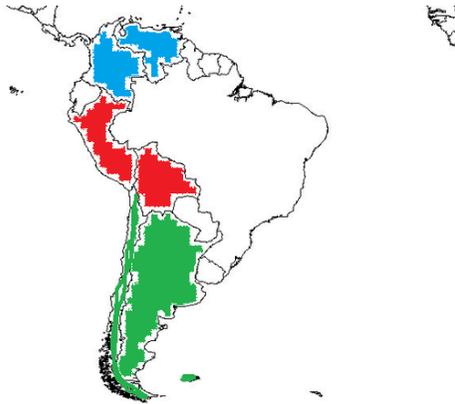


FIGURE 5.4 – Trois paires de pays se distinguent, comme « *ponts* » interblocs

temps qui courent. Si Maduro ou l'un de ses potentiels successeurs peut préserver le pouvoir au sein du pays, les probabilités de voir la *Grande Colombie* s'établir dans un cadre géostratégique concret seront très diminuées ; et de la même manière, l'opposé serait vrai si le gouvernement chaviste venait à être renversé. Pour la troisième paire dans la zone sud, les relations commerciales entre l'Argentine et le Chili ont toujours été sous-optimales, comme en héritage de la rivalité et de la défiance qui existent entre les deux pays même si les réseaux de développement Capricorn (de l'IIRSA), Mercosur-Chili et l'intégration des Andes du Sud pourraient proposer une base solide pour améliorer les liens du gouvernement de droite de Buenos Aires avec son voisin de l'ouest.

Un balayage superficiel laisse à penser que l'Alliance Pacifique détient toutes les cartes en Amérique du Sud. Les économies du Mercosur n'ont pas d'accès par la terre au Pacifique à moins de

passer par les pays de l'Alliance Pacifique ce qui avec le recul pourrait avoir été un coup de génie géopolitique de la part des stratèges de cette dernière alliance. En considérant que l'Alliance Pacifique a originellement démarré comme bloc de commerce néo-libéral très affilié aux USA et que l'Opération Condor 2.0 au Brésil (voir plus loin) de Washington a si bien réussi au Mercosur, on comprend pourquoi les observateurs pourraient penser que le monde unipolaire reste très en avance du monde multipolaire dans les affaires d'Amérique du Sud. Mais la vérité est que l'influence de la Chine et de TORR a bouleversé ce qui aurait été le paradigme dominant et a créé une situation stratégique où les rôles se sont inversés entre le Mercosur et l'Alliance Pacifique.

Pour pleinement saisir pourquoi et comment on en est arrivé à ce retournement, le lecteur doit d'abord se familiariser avec l'objectif initial que les USA avaient en tête quand ils ont encouragé l'« *affrontement des blocs* » ce qui nécessite un bref rappel historique de l'histoire récente de la compétition sur ce continent.

5.3 L'agression américaine

Ambitions stratégiques

Comme mentionné dans l'introduction au présent chapitre, l'Amérique du Sud se dirige vers une intégration à l'échelle continentale et ce processus ne semble pas présenter un risque proche — ou même plus lointain — de retomber. Le résultat inévitable d'unifier une aussi grande zone territoriale que l'Amérique du Sud est que deux blocs de commerce, définis géographiquement, ont pris forme de manière naturelle : le Mercosur Atlantique et l'Alliance Pacifique. Le Mercosur a commencé à se présenter comme acteur géopolitique mondial après la montée du Brésil dans les BRICS au milieu des années 2000, en concurrence avec la *Marée Rose* (socialiste) qui montait également à travers le continent. Les révolutions électorales de gauche/socialistes ont été concentrées surtout dans

les États du Mercosur et n'ont pas eu d'impact significatif sur la Colombie, le Pérou ou le Chili. Les USA savaient donc que le temps était venu de solidifier les pratiques commerciales néo-libérales de ces trois pays et d'institutionnaliser leur opposition économique systémique face au Mercosur axé à gauche. Cette pensée consistait à tenter de sauver ce qui restait d'influence des USA sur l'Amérique du Sud et d'établir une base suffisamment solide pour lancer leur contre-offensive continentale au travers de l'Opération Condor 2.0.

Le premier chapitre du livre s'étendait plus en détail sur les desseins stratégiques généraux des USA en Amérique du Sud, mais pour les résumer brièvement, Washington viserait dans l'idéal à rétablir son influence hégémonique sur l'hémisphère ouest au travers d'un bloc allié qui pourrait grandement simplifier sa gestion en mode *Diriger depuis l'arrière*. Cependant, pour arriver à ce but, les USA doivent non seulement neutraliser mais aussi démanteler ou s'emparer du Mercosur et leur meilleure chance d'y parvenir est l'approche conjuguée de l'Alliance Pacifique néolibérale et de l'Opération Condor 2.0. Dans la vision de Washington, l'Alliance Pacifique pourrait servir de fondation au développement du continent et pourrait tenir lieu d'aimant auquel les membres du Mercosur pourraient venir se rattacher et ainsi, venir rejoindre la zone d'influence américaine. La restauration de gouvernements pro-américains — de droite et anti-socialistes dans les pays du Mercosur, une initiative concurrente — vise également à ramener les États membres dans le giron de l'Alliance Pacifique, faisant au passage toutes les concessions qui s'avèreraient nécessaires pour approfondir l'intégration continentale sous l'égide l'Unasur et l'IIRSA.

L'objectif final que les USA voulaient originellement atteindre était que l'Amérique du Sud marche sur les traces de l'Union Européenne, puis entre dans un accord de commerce du style du TTIP³ nommé FTAA (*Free Trade Area of the Americas*) que l'au-

3. un autre acronyme du célèbre TAFTA – Transatlantic Free Trade Area, NdT

teur nommerait aujourd'hui FTAA 2.0 puisque la première tentative a échoué. Mais l'élection de Donald Trump a complètement changé la donne : la nouvelle administration américaine est opposée aux larges accords commerciaux de ce genre et leur préfère les accords bilatéraux avec des pays importants sélectionnés. Dans ce cas précis, les USA se contenteraient de maintenir les accords de libre-échange déjà en vigueur avec les quatre membres de l'Alliance Pacifique (et même son bientôt cinquième membre, le Costa Rica) et ne les élargiraient pas dans un format multilatéral. Washington prendrait également des postures plus décisives pour sceller des accords similaires avec l'Argentine et le Brésil. Des négociations sont d'ailleurs en cours précisément avec le Brésil et remontent curieusement à l'époque de la présidence Dilma Rousseff. Ces deux buts sont atteignables, car il est peu probable qu'on voie l'Alliance Pacifique ou le Mercosur fusionner en une seule entité économique-politique de sitôt, quelle que soit l'influence que la première exerce sur le second.

Étape par étape

Paraguay

Dans le déroulement de la stratégie de l'ère Obama de fragiliser le Mercosur de l'intérieur et de le rendre plus vulnérable à l'(ancienne) influence économique institutionnelle pro-américaine en provenance de l'Alliance Pacifique, les USA ont lancé le premier coup d'État réussi depuis la fin de la guerre froide. Le *coup d'État constitutionnel* de 2012 au Paraguay renversa rapidement le président de gauche démocratiquement élu et légitime au profit d'un réactionnaire de droite. La réponse du Mercosur fut naturellement de suspendre l'appartenance du Paraguay à ses rangs et d'utiliser le calendrier opportun pour accepter le Venezuela dans le groupe. Le Paraguay s'était précédemment opposé à l'admission du Venezuela mais comme Asunción était suspendu à ce moment-là, les

autres membres *assouplirent quelque peu les règles* vers une zone de moralité grise et laissèrent Caracas adhérer. Même si on peut défendre ce choix comme *bien intentionné* le résultat en fut une bombe à retardement qui explosa à la mi 2016. Nous repasserons bientôt sur ces détails.

Outre un résultat d'admission controversée du Venezuela au Mercosur après la suspension du Paraguay de cette même organisation, le « *coup d'État constitutionnel* », dans ce pays enclavé, eut également comme conséquence son rapprochement avec l'Alliance Pacifique. L'auteur a écrit à ce sujet de manière détaillée dans un article d'opinion à l'été 2014 publié sur RT et dont le titre était « *Le Paraguay et la machination trans-Pacifique pour diviser l'Amérique du Sud* ». Cet article disait, en substance, que le gouvernement réactionnaire de droite nouvellement établi au Paraguay s'ouvrait à l'Alliance Pacifique dans un jeu d'enchères pour démontrer au Mercosur qu'il disposait d'autres choix. D'un point de vue général, ces événements ont démontré la vulnérabilité du bloc à une dissolution interne causée par les intérêts propres de l'un ou l'autre de ses membres et, en reconsidérant ces événements, ceux-ci présagèrent en quelque sorte l'attitude qu'auraient plus tard les gouvernements de droite en Argentine et au Brésil. La principale différence entre 2012 et 2016 reste que la première période ne vit qu'un seul membre *rebelle/suspendu* se tourner vers les fondateurs de droite et s'employer à diviser le bloc, alors que les années suivantes montrent la plus grande partie dudit bloc osciller à ce rythme, repositionnant par conséquent le groupe dans une transformation fondamentale.

L'Opération Condor 2.0

Cette grande opération de changement de régime a été exhaustivement décrite dans les chapitres précédents, mais nous en reparlons ici une nouvelle fois pour rappeler au lecteur l'importance qu'elle a pu prendre dans la transformation géopolitique de

l'Amérique du Sud. Le pré-conditionnement structurel que les USA avaient établi en vue d'influencer les élections argentines et le *coup d'État constitutionnel* auquel ils contribuèrent au Brésil ont été le moment décisif qui amena à l'émergence de deux États disposant de gouvernements pro-USA, de droite dans deux des pays les plus importants géo-économiquement d'Amérique du Sud. Si seulement un seul de ces deux complots avait fonctionné, les USA auraient pu se résoudre à monter les gouvernements opposés de droite et de gauche de part et d'autre l'un contre l'autre, fissurant ainsi le Mercosur, mais à présent que les deux États sont du même « côté » idéologique, Washington peut avancer en réinventant complètement l'organisation dans son ensemble, et l'aligner sur les principes de commerce néolibéraux de l'Alliance Pacifique (que ce soit dans les faits ou dans la lettre).

Le Venezuela, se retrouvant isolé comme seul gouvernement sincèrement de gauche membre du Mercosur (en laissant de côté la Bolivie, qui n'est pas encore membre à part entière) vit son appartenance suspendue afin de l'empêcher de nuire aux desseins décrits ci-avant. La Bolivie, quand elle finira par adhérer au Mercosur, se montrera probablement beaucoup plus souple au *nouvel ordre* du Mercosur que le Venezuela, pour la simple et bonne raison qu'elle a besoin de cette alliance pour survivre. Le Brésil, géant du Mercosur, dépendra de la Bolivie à cause de son positionnement irremplaçable sur la voie du TORR, si bien qu'il est peu probable qu'il tentera de perturber le nouveau membre. L'Argentine, quant à elle, pourrait être plus réticente à accepter l'adhésion du gouvernement socialiste bolivien car elle n'est pas, contrairement au Brésil, partie prenante à la réussite du pays ; ceci pourrait provoquer un début de fracture dans l'organisation entre Brasília et Buenos Aires.

Cependant, l'un dans l'autre, on peut prédire que la stratégie des USA sera de conserver le Mercosur uni, sous contrôle de la droite, pour transformer ce bloc en entité commerciale alignée avec l'Alliance Pacifique, s'appuyant sur une guerre hybride au Venezuela pour *isoler* la République bolivarienne, et brandir ensuite

l'épée de Damoclès de la guerre hybride au dessus de la Bolivie pour garder le Brésil dans les rangs.

Vaincre le Venezuela

Le dernier acte en date de la stratégie des USA contre le Mercosur a été de mener une guerre hybride sans fin contre le Venezuela, puis de retourner ses anciens alliés contre lui dans l'objectif d'*isoler* la République bolivarienne et d'augmenter les pressions asymétriques sur son gouvernement. Il est notoire que le Venezuela a été victime de *Révolution de Couleur* et de techniques de guerre non conventionnelles depuis l'époque de Chavez, et même si l'intensité de ces événements a flué et reflué, ils n'en sont pas moins restés un facteur constant des relations USA-Venezuela. Les USA détestent le caractère iconique de la révolution du Venezuela dans l'hémisphère et son rôle de porte drapeau dans la *Marée Rose* de la décade précédente, mais plus important encore, Washington lorgne sur les réserves de pétrole de la ceinture de l'Orénoque, sous contrôle de Caracas, qui ne sont rien moins que les plus grandes réserves mondiales. En installant un gouvernement de droite à la tête du pays, les USA pourraient disposer d'un contrôle par procuration sur ses réserves, et faire usage de leur influence sur Caracas pour s'ingérer dans l'accès de la Chine à ces ressources. Pour arriver à ces fins, il faut cependant que la guerre hybride réussisse à vaincre le gouvernement révolutionnaire bolivarien.

Il y a matière à mener une étude complète et séparée sur la guerre hybride menée par les USA contre le Venezuela, mais outre les tactiques directes de changement de régime mises en œuvre par les leviers que sont les *Révolutions de Couleur* et les guerres non conventionnelles, les USA mènent également un conflit intense dans les domaines économique, institutionnel, et autres envers ce pays. Il est pertinent de mentionner dans le cadre d'étude de l'Amérique du Sud et son dernier chapitre *L'Affrontement des blocs* que les nouveaux gouvernements de droite du Mercosur se sont ligüés contre

le Venezuela et ont exploité le vide légal grâce auquel ce pays était devenu membre de l’alliance au départ. La deuxième moitié de 2016 a été dominée par la controverse sur la présidence du groupe, qui a jeté la tourmente sur le bloc, dès lors que le Paraguay refusa que l’Uruguay ne cède la présidence tournante (à période de six mois) au Venezuela. Le Mercosur est globalement resté sans direction pendant cette période et le scandale atteignit son apogée en décembre, quand le groupe vota la suspension de l’adhésion du Venezuela pour avoir soi-disant violé la *démocratie*. Le vrai motif de cette décision était, quoi qu’il en soit, d’*isoler* le Venezuela et de le soustraire de l’appareil de décision du bloc et ce faisant, les gouvernements pro-USA de la région ne faisaient que jouer le jeu de leur bienfaiteur américain en réalisant la transformation institutionnelle du Mercosur.

5.4 Les contre-mesures de la Chine

Il apparaît bien peu probable que le Venezuela réintègre le Mercosur tant qu’il gardera son gouvernement actuel. La suspension du pays du Mercosur constituait une déstabilisation asymétrique, minutieusement élaborée, visant à faire monter le niveau de guerre économique contre le pays et à faciliter la tâche des médias mainstream dans leur guerre d’information dénonçant l’*isolement* du Venezuela face à ses « *alliés* ». Aussi longtemps que des gouvernements de droite contrôleront le Mercosur, ou à tout le moins dans les deux centres de pouvoir que sont l’Argentine et le Brésil, il n’y a quasiment aucune chance de voir révoquée la suspension d’un Venezuela chaviste. Si des forces multipolaires revenaient au pouvoir à Brasília et à Buenos Aires, on pourrait envisager qu’elles fassent plier Asuncion et Montevideo en vue de lever la suspension, mais si seulement l’un des deux grands pays passait à gauche et s’opposait à l’autre, on pourrait voir un dangereux début de fracture dans le groupe. L’hypothèse la plus probable est que le Venezuela restera

suspendu un temps indéfini, sauf à voir la guerre hybride le mettre à bas et Caracas devrait donc s'attendre à ce que la dernière décision du groupe à son égard soit un bannissement pur et simple, pour une période longue, vague et indéfinie.

Xi Jinping 2014

Alors que les USA s'employaient à planifier et à conduire l'Opération Condor 2.0 et leur tentative énorme de rétablir leur hégémonie sur toute l'Amérique du Sud, la Chine n'est pas restée les bras croisés, même si elle a agit de manière bien plus discrète et multipolaire. Les mouvements charnières de Pékin étant relativement récents, il y a peu à en dire pour l'instant mais on peut les énumérer et en fournir une brève analyse à ce stade. Comme dans d'autres régions du monde, la Chine s'est solidement positionnée comme partenaire commercial de premier plan pour la plupart des pays du continent et en est arrivée au résultat prévisible, qui est que le pouvoir multipolaire rebat les cartes de l'ordre géopolitique établi dans la région et réalise des percées allant à l'encontre des USA. Les détails des relations stratégiques, commerciales et financières entre la Chine et la mosaïque des États sud-américains devrait être regardés de plus près par le lecteur curieux, le but du présent article n'étant pas de relater chaque avancée sur ce front mais de faire part des tendances générales et des événements en instance. Ceci étant dit, il y a trois visites que des hauts représentants chinois ont faites qui méritent d'être mentionnées en connexion avec ces développements :

Le dirigeant chinois a visité l'Argentine, le Brésil, Cuba et le Venezuela en 2014, mettant la lumière sur l'importance de chacun de ces pays pour Pékin pour diverses raisons. L'Argentine et le Brésil, par exemple, constituent des destinations d'investissements pour la capitale chinoise et leurs marchés respectifs constituent des cibles pour les surproductions chinoises, ce qui coïncide parfaitement avec les principes de la vision *One Belt One Road*. Cuba, de

son côté, constitue un point stratégique sur la mer des Caraïbes à tout juste 150 km des côtes américaines et représente un symbole idéologique significatif comme dernier État communiste de l’hémisphère ouest, ainsi qu’un dirigeant très respecté dans la région ibéro-américaine. Le Venezuela répond à un besoin chinois très différent — qui a évidemment à voir avec ses réserves énergétiques. Considérées comme un tout, les visites du président Xi à chacun de ces quatre pays furent saluées comme un succès et majoritairement interprétées comme une déclaration officielle de la Chine de l’importance de l’hémisphère ouest dans les hauts desseins stratégiques de Pékin. On se doit de noter, également, que le dirigeant chinois n’a visité que des pays socialistes et aucun pays constituant l’Alliance Pacifique.

Li Keqiang 2015

Li Keqiang, Premier ministre chinois, a rendu visite à l’Amérique du Sud en mai 2015, soit un an après le président Xi ; il a rencontré le Brésil, le Chili, la Colombie et le Pérou. À l’inverse de la visite du président, l’Alliance Pacifique figurait cette fois en bonne place dans l’agenda de ce dignitaire même s’il n’en a pas fait mention directement lors de ce déplacement. Mais cela reste un événement important qui montre que la Chine, comme à son habitude, ne prend pas position dans l’« *affrontement des blocs* » et préfère garder ouvertes toutes ses options, de manière pragmatique, dans l’objectif de construire des coopérations gagnant-gagnant avec les États du Pacifique. Cela apparaît comme très logique dans la mesure où du point de vue chinois, ces régions sont beaucoup plus accessibles que les pays du Mercosur ouverts sur l’Atlantique ; et c’est pour remédier à ce dernier point et aux fins d’établir un vrai partenariat continental, que le premier ministre Li a annoncé pendant ce voyage que la Chine avait ce désir ambitieux de construire une voie de chemin de fer Trans-Océanique (TORR) rapprochant les côtes du continent et établissant un lien entre des États du

Mercosur et de l'Alliance Pacifique. Le trajet de ce chemin de fer n'impliquant au départ que le Brésil et le Pérou, a depuis été revu pour y intégrer le cœur continental que constitue la Bolivie.

Xi Jinping 2016

Le voyage le plus récent du président Xi en Amérique du Sud l'a amené au Chili, en Équateur et au Pérou en novembre 2016, dans l'enchaînement de sa présence au sommet de l'APEC⁴ à Lima. Ne s'arrêtant cette fois dans aucun pays atlantique du Mercosur, l'ensemble du voyage fut centré sur des États d'Amérique du Sud côté Pacifique, parmi lesquels deux membres de l'Alliance Pacifique. L'Équateur n'est pas membre de ce groupe, mais est un partenaire économique très proche de la Chine qui l'a utilisé par le passé comme plaque tournante pour ses exportations vers les marchés sud-américains ; l'Équateur constitue également pour la Chine un partenaire de premier plan dans le domaine énergétique. Le Pérou va bien entendu héberger l'un des terminus de la ligne TORR et le Chili constitue, comme toujours, un partenaire de choix pour tout pays au vu de sa stabilité économique et politique. Le président Xi annonça même lors de sa visite que le niveau de relations de son pays avec le Chili serait élevé au niveau impressionnant d'un partenariat stratégique étendu, établissant l'importance que la Chine accorde à ce pays du Pacifique. Il a déclaré en outre que la Chine s'emploierait à tisser une coopération plus étroite avec l'Alliance Pacifique et à travailler aux fins d'établir un accord de libre-échange total sur la zone APEC, recherché sur le long terme par Pékin qui en attend beaucoup, en remplacement du TPP exclusif que les USA ont échoué à établir.

4. Coopération économique pour l'Asie-Pacifique, NdT

5.5 L’état du Jeu

Les contre-mesures chinoises ont démontré leur efficacité face à l’agression des USA constituée d’un panel de guerres hybrides d’intensités variables contre les pays de la *Marée Rose* du Mercosur. La situation géopolitique de l’Amérique du Sud a considérablement évolué au cours de ces dernières années. L’opération Condor 2.0 a réussi à renverser les gouvernements argentin et brésilien et réciproquement, les influences chinoises ont retourné l’Alliance Pacifique de l’organisation centrée sur l’Amérique vers un bloc de commerce plus pragmatique et multipolaire. Alors qu’auparavant on voyait des inclinaisons vers la Chine de la part du Mercosur et que l’Alliance Pacifique penchait plutôt vers les USA, on constate que la situation s’est en quelque sorte inversée ; le Mercosur est en fort rapprochement avec les USA cependant que certains pays membres de l’Alliance Pacifique (en particulier le Pérou, suivi du Chili) se tournent vers la Chine.

Le premier de ces changements peut être imputé en premier chef à l’Opération Condor 2.0 alors que le second a été fortement incité par l’abandon américain du TPP après son échec — alors que le Pérou et le Chili comptaient en faire partie. Lima et Santiago, après avoir mis leurs œufs dans le *mauvais panier*, tachent à présent de diversifier leurs partenariats afin de ne plus se retrouver dans cette situation inconfortable et la Chine est réputée — à l’opposé des USA — comme partenaire économique fiable et prédictible. La Chine ne pose également aucune condition politique préalable aux partenariats d’affaires et n’a jamais d’exigence politique de la part de ses partenaires si bien qu’elle est positionnée comme acteur absolument pragmatique avec qui interagir, ce qui est sous-jacent au basculement en cours des loyautés des pays réalistes et soucieux de leurs intérêts propres de Washington vers Pékin.

Le changement actuellement mené par la Chine qui aura le plus d’impact est pourtant bien la construction du TORR, qui reliera le Mercosur et l’Alliance Pacifique et facilitera leur intégration dans

un futur proche. La présente étude n'a pas été sans insister sur l'idée que l'intégration continentale est déjà commencée et que les desseins originels des USA étaient d'utiliser l'Alliance Pacifique pro-américaine comme mandataire institutionnel pour *absorber* de fait un Mercosur post-Opération Condor 2.0 *désocialisé* dans le giron du bloc commercial néo-libéral. Cela devait amener à un accord semblable au TAFTA entre les USA et l'entité en construction qui aurait représenté un FTAA 2.0; mais faisant suite à l'élection de Trump et aux contre-mesures chinoises, ils ont dû modifier leur projet originel pour établir à sa place une série d'accords de commerce bilatéraux (qui sont déjà scellés avec tous les membres de l'Alliance Pacifique) en y intégrant en fin de compte également l'Argentine et le Brésil.

Alors que les USA poursuivent leur stratégie, la Chine avance également ses pions, sauf qu'au lieu d'essayer de casser le Mercosur et de diviser l'Amérique du Sud pour mieux y régner au travers de mandataires institutionnels, Pékin évite les grandes manœuvres des jeux de pouvoir des USA et s'emploie simplement à développer des relations gagnant-gagnant au travers de TORR et des partenariats bilatéraux avantageux, comme celui qu'elle vient de conclure avec le Chili. Le chemin de développement emprunté par la Chine, si on le laissait suivre son cours sans interruption par les subterfuges américains, pourrait amener à un rapprochement apaisé entre l'Alliance Pacifique et le Mercosur, tracté par l'IIRSA et le TORR. En lieu et place d'un avenir unipolaire dessiné par les USA, l'Amérique du Sud pourrait bien échapper avec intelligence à ce destin funeste avec l'aide de la Chine et se transformer en poste avancé multipolaire dans l'hémisphère ouest, s'appuyant sur des connexions économiques fondamentales avec Pékin ainsi qu'une coopération bilatérale ou multilatérale dans les domaines politique, militaire et stratégique.

La présente analyse peut paraître optimiste mais il ne faut pas oublier que les USA conservent de puissants leviers d'influence en Argentine, au Brésil et en Colombie, dont nous avons précédem-

ment dépeint les dirigeants dans le cadre des présents travaux. Tout analyste honnête doit admettre que les USA ne vont pas s’effacer dans le néant et laisser la Chine reprendre ses dernières conquêtes dans ce que le pays considère comme sa *chasse gardée*. Les réponses les plus probables des USA envers la Chine seront probablement plus de guerre hybride (surtout de type *conventionnel* pratiqué dans tout l’hémisphère est et à l’œuvre en Bolivie, en Équateur et au Venezuela) des accords de commerce bilatéraux en mode *diviser pour mieux régner* qui pourraient compromettre d’autres accords multilatéraux (comme ceux qui sont en préparation avec l’Argentine et le Brésil, dont nous avons parlé plus tôt) et un resserrement de leur étreinte sur les gouvernements de droite qui sont leurs mandataires.

Mais même pétris d’interférences politiques américaines, les États d’Amérique du Sud ont des intérêts propres tellement évidents qu’ils doivent protéger et faire avancer, ce qui les incite naturellement à prendre part au jeu de la Chine, sauf si les USA les sabotent à coups de guerre hybride, leur proposent un *meilleur accord* au travers de liens commerciaux bilatéraux et autres *édulcorants* (comme des *aides* de dessous de table, etc.) ou leur *resserrent les vis* par la provocation de scénarios où ces *partenaires* déclarent la loi martiale ou se font renverser par des régimes militaires. Même ainsi, il ne faut pas s’attendre à ce que toutes les sinistres machinations des USA réussissent, mais en même temps, il serait naïf de croire que Washington ne va pas essayer de troubler le jeu de Pékin en Amérique du Sud, devenant même de plus en plus désespérée au fil du temps face à la Chine qui gagne en influence dans les affaires continentales. On ne peut pas prévoir toutes les actions qu’entreprendront les USA, important par là-même la nouvelle guerre froide depuis l’hémisphère et directement à leur porte dans l’hémisphère ouest.



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution — Pas d’Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International.](#)

Chapitre 6

Annexes

Nous ajoutons à ces travaux quelques articles plus récents que le travail original de l'auteur, qui concernent l'actualité de l'Amérique du sud.

6.1 Équateur : un Lénine de pacotille

Par Andrew Korybko

Le 16 août 2018

publication originale : orientalreview.org

L'Équateur envisage de laisser les USA ouvrir un soi-disant Bureau de coopération à la sécurité dans ses frontières.

RT [signale](#) que le ministre de la Défense équatorien a confirmé ce développement en fin de semaine dernière, et écrit qu'il s'agit d'un retournement par rapport aux positions de l'administration du président précédent, Rafael Correa, qui avait refusé de renouveler le bail accordé aux USA sur la base aérienne de Manta et avait ensuite amendé la Constitution pour interdire l'hébergement de toute base militaire étrangère. Les nouvelles autorités de défense



équatoriennes ne voient pas la nouvelle initiative comme inconstitutionnelle, arguant du fait que la présence de soldats américains sur le sol équatorien ne serait pas permanente, et que la direction de ce programme de partage de renseignements serait assurée par l'armée de l'air équatorienne ; mais les critiques rétorquent à raison que ce développement constitue un nouveau déploiement de puissance américaine sur le continent.

Il s'agit d'une page de plus dans la riposte des USA à ce qu'on avait appelé la *marée rose*, au milieu des années 2000 ; on pourrait appeler cette riposte, en reprenant les dénominations de la guerre froide, « *opération condor 2.0* » : s'appuyant sur des méthodes obscures, telles que *coups d'État constitutionnels* et *guerres hybrides*, les USA avancent leurs pions pour contrer les progrès régionaux que les pays d'Amérique latine avaient réussi à réaliser, en restaurant leur souveraineté, y compris en Équateur. Il semble que dans ce petit pays jouxtant l'océan Pacifique, les USA aient réussi bon gré mal gré à coopter le président Lenin Moreno, en dépit de toutes les attentes de le voir reprendre l'héritage de Correa, son prédécesseur¹. Mais les événements ont donné tort à ces attentes : après qu'on a supposément vu Quito entrer en pourparlers secrets

1. également ex-vice-président et membre du même parti politique, Alianza País, NdT

avec Washington [quant au sort](#) du lanceur d'alertes [Julian Assange](#), voici la mise en place de ce *bureau de coopération à la sécurité*.



FIGURE 6.1 – Lenin Moreno, le président équatorien

L'Équateur ne constitue pas en soi un pays si important, en dépit de ses réserves pétrolières de niveau moyen et de son histoire récente qui a vu le pays prendre le rôle de tête de pont pour l'influence chinoise [dans la région](#). Mais il s'agit, symboliquement, de la première victoire des USA dans leur tâche de retourner l'un des membres du bloc multipolaire ALBA, dont le premier de cordée est le Venezuela. La république bolivarienne, tout comme son [voisin du Nicaragua](#), est en pleine tourmente et se débat contre des guerres hybrides dont l'intensité ne cesse de croître, cependant que Cuba doit également résister aux pressions incessantes contre son économie. La Bolivie, pays enclavé, sera sans doute la prochaine cible, à l'occasion de la course à la réélection de son président Morales l'an prochain, mais dans l'intervalle, on peut affirmer que l'Équateur est pour ainsi dire devenu un pays vassal des USA.

L'unité d'ALBA se voit mise en danger, ainsi que la cohésion générale de l'équilibre multipolaire du continent dans son ensemble. Il s'agit également d'une bizarrerie historique : qui aurait pu croire

qu'un homme baptisé Lénine puisse devenir un proche collaborateur des USA et de leurs desseins néo-impériaux ?

Cet article constitue une retranscription partielle de l'émission radio context countdown, diffusée sur Sputnik News le 10 août 2018.

Cet article fut traduit et publié en français par le Saker francophone à l'adresse : <https://lesakerfrancophone.fr/equateur-un-lenine-de-pacotille>

6.2 Bolsonaro : une pièce maîtresse dans le jeu de construction par Trump de la « Citadelle Amérique »

Par Andrew Korybko

Le 29 octobre 2018

publication originale : eurasiafuture.com

L'élection de Jair Bolsonaro en tant que prochain président du Brésil constitue une étape importante dans les projets de Trump d'édifier une « Citadelle Amérique » pour bétonner l'influence hégémonique américaine sur l'hémisphère occidental, en repoussant pas à pas la présence chinoise en Amérique latine.

L'élection de Jair Bolsonaro en tant que prochain président du Brésil restera dans l'histoire comme un moment clé dans les affaires de cette région : il s'agit du succès le plus retentissant du dessein américain *Opération Condor 2.0*, qui vise à remplacer les gouvernements socialistes de la *Marée rose* par des néolibéraux de droite. La [guerre hybride menée contre le Brésil](#) avait volontairement préparé l'environnement socio-économique du pays le plus grand d'Amérique du Sud, et c'est ce qui a permis à ce [candidat improbable](#) de sortir de nulle part et de s'emparer de cette grande puissance avec le soutien tacite des USA ; cet événement ne restera pas sans importantes implications géostratégiques. Avec la [nouvelle guerre froide](#) qui commence, les USA mettent à profit tous les moyens à leur portée pour contrer l'initiative chinoise une Ceinture une Route², et il apparaît comme relativement certain que Bolsonaro tiendra sa [promesse de campagne](#) de contrer l'influence chinoise croissante dans son pays, ce qui coïncide parfaitement avec les actions de Donald Trump, son modèle des USA.

2. BRI [[Belt & Road Initiative](#) — *article traduit par le Saker francophone, NdT*]

La Maison Blanche sème des indices

Sarah Sanders, porte-parole de la Maison Blanche, a **confirmé** que les deux hommes se sont parlé peu après l'annonce de la victoire de Bolsonaro sur son opposant, soulignant que *chacun d'eux avait exprimé un fort engagement à travailler ensemble pour améliorer la vie des peuples des États-Unis et du Brésil, et en tant que dirigeants régionaux, de l'ensemble des Amériques*, ce qui évoque quelques possibilités notables de coopération entre ces deux pays, sur lesquels nous allons revenir. Reuters a également **signalé** que Bolsonaro promettait de *réaligner le Brésil sur d'autres économies plus avancées plutôt qu'avec des alliés régionaux*, et ce dès les premiers commentaires qu'il a prononcés une fois son élection validée, ce qui suppose qu'il pourrait négliger l'adhésion de son pays aux BRICS en faveur de relations avec les USA et l'UE. Pour en revenir à la déclaration de Sanders, il est important de garder en mémoire qu'elle a qualifié le Brésil de pays leader régional des Amériques, ce qui se conjugue avec la vision de Trump d'une gestion hégémonique de l'hémisphère occidental, par une poursuite de la politique « *Diriger depuis l'arrière* » datant de l'ère Obama, au travers de partenariats avec des pays mandataires locaux.

Construire la « *Citadelle Amérique* »

Développons ce sujet : le prédécesseur de Trump avait mené à bien sans bruit des changements de régimes dans plusieurs pays d'Amérique Latine, et avait semé les graines de ce qui allait suivre au Brésil, qui a toujours constitué le *gros lot* pour les États-Unis au vu de sa taille et de son influence. Le président américain en exercice projette des partenariats avec plusieurs pays de la région, comptant le Mexique, **la Colombie**, et le Brésil, pour avancer sur la voie d'une intégration de l'hémisphère sous la bannière de Washington, restaurant l'influence des USA sur l'ensemble de l'Amérique latine, tout en jetant à la mer leur principal concurrent chinois.

Pour parvenir à ces fins, le Brésil de Bolsonaro sera encouragé à adopter les politiques géo-économiques que nous exposons ci-après, dans le but de permettre la création de cette *Citadelle-Amérique* dominée par les USA, que Trump veut édifier en réponse aux progrès des routes de la soie chinoises sur le continent ces dernières années :

1. Fusion du Mercosur dans la néolibérale Alliance Pacifique : Chacun des pays membres des deux alliances commerciales sont à présent dirigés par des politiques de droite, aussi apparaît-il comme *naturel* de les fusionner ensemble pour porter l'intégration régionale vers une nouvelle étape. Il est probable que même AMLO, homme de gauche et président élu du Mexique, s'inscrira dans cette tendance afin d'*étendre les influences de son pays* vers l'Amérique centrale et l'Amérique du sud.
2. Conclusion d'accords de libre échange avec l'UE et l'USMC (NAFTA 2.0) : Prochaine étape d'une union du Mercosur et de l'Alliance Pacifique : remettre sur les rails les discussions jusqu'ici enrayées entre Mercosur et UE, et mener à bien celles qui sont projetées avec l'USMC. Le succès de ces opérations posera les bases structurelles d'une intégration plus avancée de l'hémisphère, et fera entrer l'Amérique latine dans la soi-disant *Communauté transatlantique*.
3. Dégeler la FTAA et la relier au TTIP : Dernière phase de la construction de la *Citadelle Amérique* : que les USA prennent la direction de la proposition portée par la zone de libre-échange des Amériques³ de *dégeler* une zone de libre échange à l'échelle de l'hémisphère, axée sur le pivot géo-économique sud-américain dirigé par le Brésil, visant à ensuite relier cette structure de commerce transcontinental au TTIP (Trans-Atlantic Trade and Investment Partnership) conclu avec l'UE.

3. FTAA — Free Trade Area of the Americas, NdT

L'objectif des projets sus-mentionnés pour les USA est de verrouiller l'Amérique latine dans des structures de commerce néolibérales pour bloquer tout retour au socialisme, même si cela pourrait générer des retours de flamme en inspirant une nouvelle *Marée rose* à l'avenir. Tant que persiste un composant transatlantique important en lien avec l'UE, la *Citadelle Amérique* pourrait se construire sans l'Europe, si celle-ci reste arc-boutée sur les différends commerciaux avec les USA. Si Bolsonaro réussit à rassembler sous son aile le reste de l'Amérique du Sud pour suivre la direction choisie par Trump (peut-être par la fusion entre Mercosur et Alliance Pacifique), la baisse de l'influence de la Chine sur le continent constituera un fait accompli, la République populaire voyant dès lors ses nombreux investissements mis en concurrence avec une combinaison des gouvernements locaux et avec son concurrent américain renforcé.

Casser les BRICS

Il va devenir extrêmement compliqué au niveau des BRICS de continuer à fonctionner au delà des apparences si le Brésil coupe les amarres avec la Chine – qui dirige ce groupe de facto – et se met à œuvrer tous azimuts contre Pékin, y compris en jetant aux orties le *chemin de fer trans-océanique* (que l'on pourrait familièrement qualifier de *route de la soie d'Amérique du sud*) ou en remplaçant la plupart des investissements chinois par des financements occidentaux, ce qui viendrait neutraliser leur portée stratégique multipolaire. Considérons les événements récents en Afrique du Sud – autre membre des BRICS : le pays subit une réorientation néolibérale après le « *coup d'État profond* » qui a mis le président Ramaphosa au pouvoir, possiblement à l'issue d'un processus de changement de régime fomenté par les USA. Si l'on rapproche ce changement de l'élection de Bolsonaro, il apparaît clairement que les BRICS se réduisent à présent au cadre original RIC, qui ne connaît son format multilatéral que par le *rôle de balancier de la*

Russie, qui vient arbitrer les grandes puissances asiatiques, et sans laquelle il ne se serait réduit qu'à des partenariats bilatéraux superposés.

Conclusions

L'élection de Bolsonaro constitue le résultat des manipulations socio-politiques élaborées par Washington au cours des dernières années, et s'inscrit comme moment crucial dans l'histoire de l'Amérique latine : il est très probable que cet événement soit la clé permettant la poursuite du projet des USA de construire la *Citadelle Amérique*. Au vu des convergences de vues très fortes que partage le nouveau président brésilien avec Trump, surtout quant à la nécessité de *contenir* la Chine et de supprimer toute velléité socialiste sur le plan intérieur, il est quasi certain que l'ancien dirigeant militaire cadencera son pas sur celui de son idole pour mener à bien leurs projets conjoints sur l'hémisphère occidental. On peut prédire que le Brésil prendra la tête d'initiatives d'intégration régionales qui auraient été impensables avec un gouvernement de gauche, comme la fusion entre Mercosur et Alliance Pacifique. À venir sans doute également, le pays essaiera de conclure des accords multilatéraux de libre échange entre la structure continentale qui sortira de cette fusion et l'USMC (NAFTA 2.0). Les perspectives sont sombres pour les routes de la soie chinoises, et c'est bien là l'une des raisons pour lesquelles *Citadelle Amérique* a été conçue.

Cet article fut traduit et publié en français par le Saker francophone à l'adresse : <https://lesakerfrancophone.fr/bolsonaro-piece-maitresse-dans-le-jeu-de-trump-pour-construire-la-citadelle-amerique>

6.3 Plan de repli à long terme des USA, si leur projet d'hégémonie mondiale tournait mal

Par Andrew Korybko

Le 8 mars 2019

Source orientalreview.org

Les USA veulent transformer leur coalition internationale contre le Venezuela en institution.

Bolton, le Conseiller de Trump en Sécurité nationale, s'est exprimé en faveur de la constitution d'une « *coalition étendue* » en soutien à l'initiative étasunienne de construire un « *hémisphère complètement démocratique* », allant jusqu'à embrasser fièrement la doctrine Monroe en déclarant que l'Administration Trump « *ne craint pas d'utiliser cette phrase* ». L'homme est allé jusqu'à rappeler, non sans provocation, que les USA poursuivaient cet objectif depuis l'ère Reagan et les guerres par procuration soutenues par ce dernier dans cette région du monde en poursuite des mêmes objectifs affichés. Le « *groupe de Lima* » constitue déjà une base pour ce projet de coalition étasunienne ; mais pour transformer ce groupe, qui n'est guère plus qu'une suite de pays, en plateforme formalisée soutenant un changement de régime au Venezuela, il faudrait le faire muter — en ligne avec le stratagème « *Diriger depuis l'arrière* » et aux fins de créer la « *Citadelle Amérique* » — en structure pan-hémisphérique ressemblant à une OTAN latino-américaine.

Ce concept de « *Citadelle Amérique* » fait référence à la stratégie fondamentale étasunienne de reprendre le contrôle hégémonique et sans partage de l'hémisphère Ouest, après la réaction en chaîne de coups d'États divers ou constitutionnels, qui réussit à inverser la « *Marée Rose* », d'abord au Honduras en 2009 sous l'administration Obama, et dont le périégée se voit atteint avec la « *prise* » géostratégique du Brésil, après l'élection de Bolsonaro. Mais au stade actuel, le subterfuge clandestin des USA semble avoir atteint ses limites au Venezuela, au Nicaragua et à Cuba : la prochaine

phase de la construction de la « *Citadelle Amérique* » passera donc par des interventions militaires directes — en propre ou par un soutien étasunien à des mandataires armés —, ou la menace de telles interventions. La Bolivie, dernier pays socialiste de la liste, reste bien plus facile à gérer de par sa situation géographique enclavée.

La fin du jeu, telle que les USA la veulent, sera la chute de tous les gouvernements de l'hémisphère orientés en faveur de la multipolarité, dans une nouvelle « *contre-offensive* » de Nouvelle guerre froide contre la Chine et la Russie, et qui verrait par là Washington prendre le contrôle total des ressources et des marchés de l'hémisphère, et qui permettrait aux USA de mettre à profit leur influence hégémonique en privant ses rivaux — ou à en contrôlant leurs accès — à ces ressources et marchés. L'entreprise étant gigantesques, les USA veulent pouvoir donner le travail de « *manutention* » à des États vassaux, afin que ce retour de la doctrine Monroe se fasse aussi masqué que possible ; le but final est de créer une structure dirigée économiquement par les USA, et complémentaire à l'OTAN de l'autre côté de l'Atlantique⁴.

L'idée de génie derrière ce concept de « *Citadelle Amérique* » réside en ce qu'elle met à disposition des USA une base de repli géostratégique ultime, en cas d'échec et de retour de flamme de leur politique du diviser-pour-mieux-régner sur l'Hémisphère Oriental qui verrait la présence du Pentagone diminuer dans cette lointaine moitié du monde. À long terme, il est concevable que le Partenariat stratégique Russie-Chine réussisse à démanteler les nombreuses structures travaillant au bénéfice des USA dans leur hémisphère oriental, et les remplace par des structures authentiquement multipolaires : les USA ne s'effondreraient pas pour autant, car ils disposeraient de cette zone de repli, de par les ressources et marchés qu'ils contrôleraient dans leur hémisphère « *grande Amérique* ».

Ce scénario « *du pire* » ne verrait pas seulement les USA sur-

4. Ce n'est pas tout à fait un hasard que le périmètre de l'Union Européenne et ses projets d'extension rejoignent systématiquement celui de l'OTAN, NdT

vivre. Ils y prospéreraient.



Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la [Licence Creative Commons Attribution — Pas d'Utilisation Commerciale — Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/4.0/)..